



Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français »

## **Début 2011 : Corps social convalescent**

Note de conjoncture sociétale du CRÉDOC  
Document confidentiel réservé  
aux souscripteurs du système d'enquêtes

Régis BIGOT, Patricia CROUTTE et Sandra HOIBIAN

Premiers résultats de la vague de début 2011

11 AVRIL 2011

## **CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANCAIS**

Le département « Conditions de vie et Aspirations » est composé de Régis Bigot, Sylvie Bourdon, Patricia Croutte, Sandra Hoibian, Jörg Müller et Fanette Recours.

**C R E D O C**

## Sommaire

---

<b>Sommaire .....</b>	<b>3</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>4</b>
<b>1. Divergences dans l'appréciation de la sortie de crise .....</b>	<b>5</b>
a) Léger reflux du sentiment que le niveau de vie se dégrade.....	5
b) Même si le moral des ménages reste très négatif, le rebond de 2010 se confirme en 2011 .....	6
c) La menace d'un décalage entre perceptions individuelles et collectives.....	8
d) Les catégories modestes ne voient pas le bout du tunnel .....	9
e) Le sentiment de déclassement s'enracine .....	10
<b>2. Le chômage et la pauvreté en France sont les deux principaux sujets de préoccupation au début 2011 .....</b>	<b>14</b>
a) La pauvreté rejoint cette année le chômage en tête des inquiétudes.....	14
b) Seuls 4% pensent que le chômage va diminuer dans les prochaines années .....	16
c) 70% restent inquiets du risque de chômage .....	17
<b>3. Quelques signes d'une société qui se replie sur elle-même .....</b>	<b>18</b>
<b>4. Pouvoir d'achat : marges de manœuvre menacées ? .....</b>	<b>21</b>
a) Une très nette diminution du sentiment de restrictions .....	21
b) Depuis la crise, les Français sont un peu moins exigeants à l'égard de leur pouvoir d'achat .....	24
c) Rares sont ceux qui estiment que le moment est propice à réaliser des achats importants.....	25
<b>5. L'opinion attend davantage de régulation .....</b>	<b>26</b>
a) 87% souhaitent un encadrement du système financier .....	26
b) L'aspiration à un encadrement plus étroit des entreprises ne cesse de s'amplifier.....	28
c) Le sentiment d'un manque de contrôle nourrit les inquiétudes face à l'avenir.....	30
<b>6. Une demande de lien social .....</b>	<b>31</b>
a) Une tendance de long terme : être soi-même tout en maintenant des liens avec les autres .....	31
b) Une attente de cohésion sociale renforcée par la crise .....	33
c) Internet et l'équation du « je » et du « nous » .....	35
<b>7. Environnement : une sensibilité qui se diffuse, des préoccupations changeantes .</b>	<b>38</b>
a) La crise relègue l'environnement au second plan.....	38
b) Mais la sensibilité environnementale continue de se diffuser dans la société française.....	39
c) Attentes d'actions de l'Etat dans le domaine de l'eau et des catastrophes naturelles .....	41
<b>Conclusion .....</b>	<b>43</b>
<b>Annexe : une visualisation de l'état de l'opinion au début 2011 .....</b>	<b>45</b>
a) L'Espace général des opinions (début 1979 - début 2011) .....	47
b) Trente-trois ans d'évolution des opinions .....	49
c) Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes socio- démographiques .....	54

## Introduction

---

La note de conjoncture sociétale du CRÉDOC est élaborée à partir de l'enquête annuelle « Conditions de vie et aspirations ». Les analyses portent en particulier sur les résultats de la vague du début 2011, mais aussi sur l'ensemble des vagues d'enquêtes réalisées chaque année depuis 1979. C'est un outil d'analyse privilégié de la conjoncture et des grandes tendances sociétales qui se dégagent sur longue période.

L'an dernier, la note de conjoncture notait « *quelques lueurs d'espoirs dans un paysage social assombri* ». **Le début 2011 confirme le rebond du moral des ménages. Mais le pessimisme est encore largement dominant** : le spectre du chômage est rejoint cette année par celui de la pauvreté. En fin de compte, **rare sont ceux qui anticipent une amélioration de leurs conditions de vie dans les années à venir, ce qui a pour effet de crisper l'opinion sur de nombreux sujets.**

Au-delà des indicateurs conjoncturels commentés chaque année, ce document tente de dessiner, à grands traits, les principales tendances qui caractérisent l'état de l'opinion aujourd'hui. Il s'agit non seulement de fournir des éléments de compréhension des mécanismes à l'œuvre actuellement, mais également de tenter de déceler les inflexions significatives pour l'avenir. Cette année, le rapport analyse les thèmes suivants :

1. Où en est le moral des ménages au début 2011 ?
2. Quelles sont, aujourd'hui, les principales préoccupations de nos concitoyens ?
3. Quelques signes d'une société qui se replie sur elle-même
4. Pouvoir d'achat : quelles sont aujourd'hui les marges de manœuvres
5. L'opinion attend davantage de régulation
6. Une demande de lien social
7. Quelle place pour les préoccupations environnementales ?
8. Trente-trois ans d'évolution des opinions en France (en annexe)

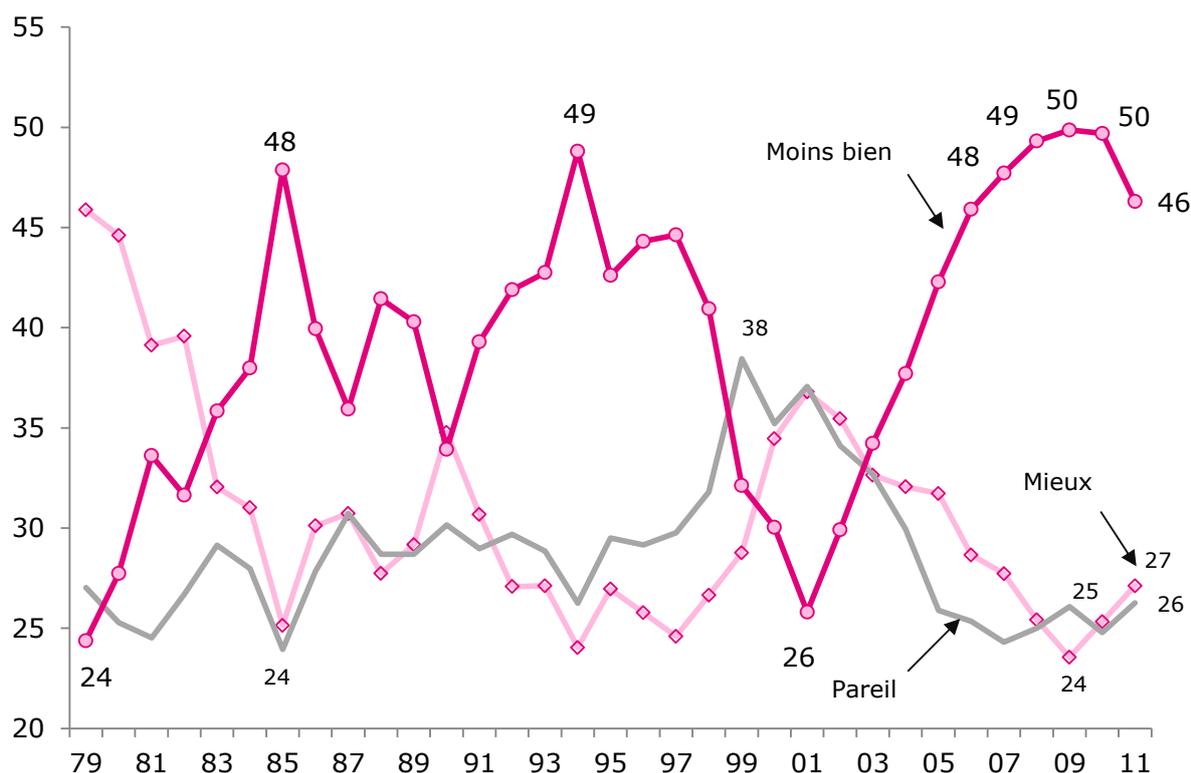
## 1. Divergences dans l'appréciation de la sortie de crise

### a) Léger reflux du sentiment que le niveau de vie se dégrade

En 2009-2010, jamais l'impression d'une dégradation du niveau de vie n'avait été aussi présente à l'esprit de nos concitoyens. Depuis 32 ans que le CRÉDOC suit cet indicateur, pas une seule fois les chiffres n'avaient été aussi mauvais, même au plus fort des crises de 1984-85 ou 1993-95.

En 2011, le pire semble enfin derrière nous : **même si 46% de la population estiment encore que, depuis une dizaine d'années, leur niveau de vie s'est dégradé, le pourcentage est en retrait de 4 points par rapport à 2010.** Corrélativement, la proportion d'individus qui voient une amélioration augmente légèrement, passant de 25% à 27%.

**Graphique 1 - En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que, depuis une dizaine d'années, ça va... (en %)**



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Dans le détail, il semblerait que la situation s'améliore surtout parmi les classes moyennes supérieures et les seniors, tandis qu'elle se dégraderait encore chez les catégories modestes et les jeunes. L'impression d'une baisse de niveau de vie est surtout en recul chez les sexagénaires (-9 points), chez les personnes disposant de 1500 à

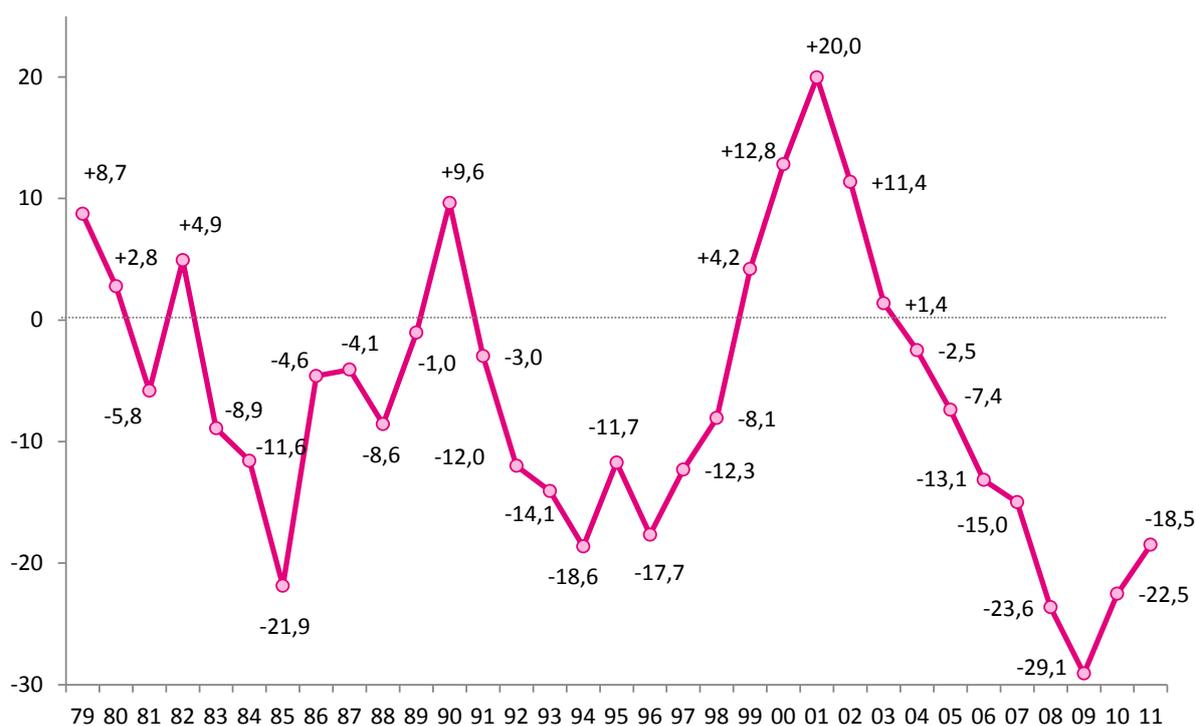
2300€ par mois (-8 points) et les professions intermédiaires (-5 points) ; à l'inverse, l'amertume se prolonge parmi les moins de 25 ans (+ 3 points), les ouvriers (+1 point) et les employés (+1 point).

*b) Même si le moral des ménages reste très négatif, le rebond de 2010 se confirme en 2011*

L'enquête « Conditions de vie et aspirations » dispose de nombreuses variables permettant de suivre l'évolution du moral des ménages. Deux d'entre elles sont combinées pour établir « l'indicateur résumé du moral des ménages » : il s'agit du solde des opinions positives et négatives au sujet de l'appréciation de son niveau de vie passé et du solde des anticipations concernant l'évolution à venir de ses conditions de vie.

**Graphique 2 – Le rebond se confirme**

Indicateur résumé du moral de la population\*



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

\* L'indicateur résumé du moral de la population est la moyenne arithmétique des deux indices suivants : évolution passée du niveau de vie personnel (solde des opinions positives et négatives) et perspectives d'évolution des conditions de vie personnelles (solde des opinions positives et négatives).

Le Graphique 2 montre l'évolution de cet indice, qui s'est continûment dégradé entre 2001 — dernière année de forte croissance liée à l'accélération de la diffusion des technologies de l'information et de la communication dans la société française<sup>1</sup> — et

<sup>1</sup> La diffusion et l'appropriation des TIC est abordée plus loin dans ce rapport, p. 7.

2008, avant le déclenchement de la crise. Ce point est important : avant même que l'économie mondiale ne plonge dans sa plus forte récession depuis 60 ans, le moral des ménages français était déjà au plus bas (l'indicateur résumé s'affichait à -23,6 points, soit le pire score enregistré dans l'enquête depuis 1979). La récession a fini de ruiner les espoirs de la population en 2009, l'indicateur s'effondrant à -29,1 points.

L'an dernier, nous nous demandions si le rebond de 2010 allait se confirmer. La crainte était forte que la reprise ne s'opère en « W », avec une rechute comme lors de la récession de 1993-1995. Il n'en est rien : **après avoir gagné plus de six points en 2010, l'indicateur résumé du moral des ménages consolide sa progression, engrangeant quatre points supplémentaires.**

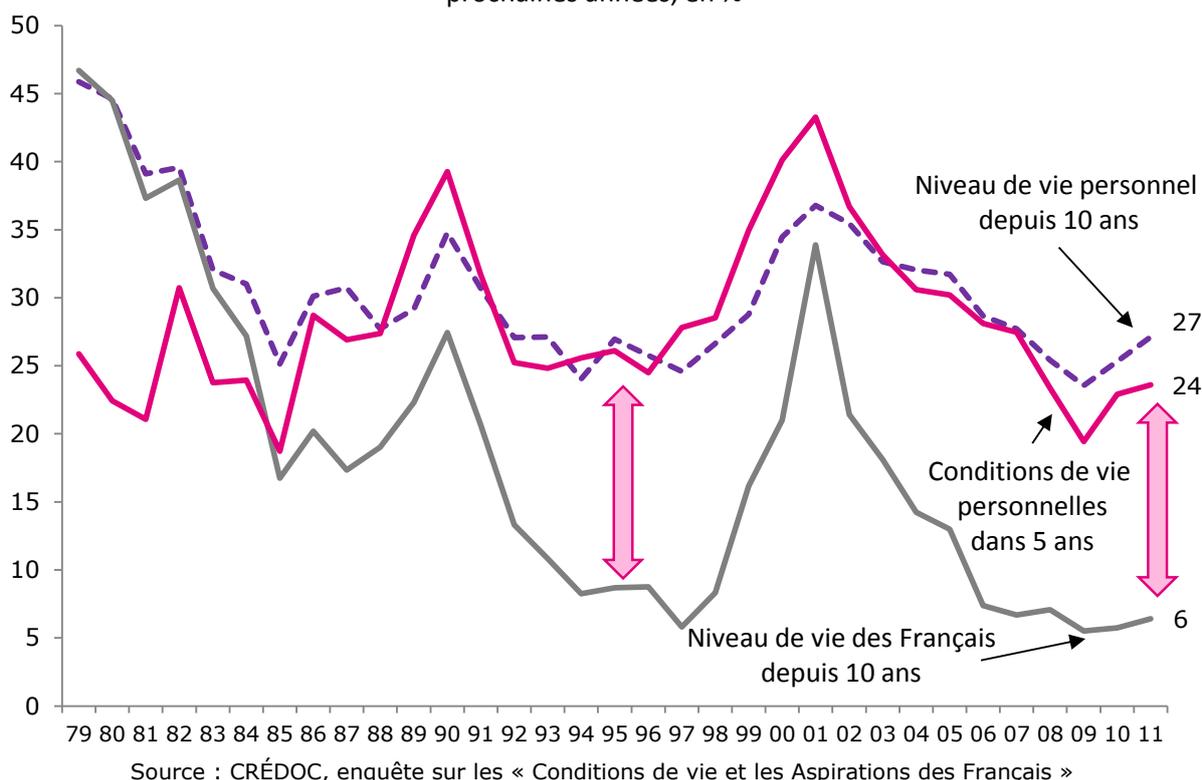
La reprise semble aussi dynamique que lors du cycle de la fin des années 1990, qui inaugurerait 5 ans de forte croissance. La comparaison doit cependant être nuancée car si la variation relative est similaire, en valeur absolue, les points gagnés ne nous ramènent qu'au seuil plancher des crises précédentes. Le chemin à parcourir pour que la population retrouve un moral positif est encore long.

### c) La menace d'un décalage entre perceptions individuelles et collectives

Le Graphique 3 illustre, d'une autre manière, l'ampleur du fossé qui reste à combler. Plusieurs travaux du CRÉDOC<sup>2</sup> ont montré que les crises économiques majeures sont le théâtre d'un décalage significatif entre les perceptions que l'on a de sa propre situation et les représentations que l'on se fait de la situation de l'ensemble de la population. Aujourd'hui, par exemple, certains de nos concitoyens perçoivent une amélioration de leur situation personnelle, mais ils ont l'impression que, pour les autres, cela ne s'arrange pas. Cette dissonance génère des doutes : « *puis-je continuer d'espérer, pour moi, une amélioration durable alors que les autres sont encore en difficultés ?* ». Ce doute, paralysant, peut retarder la reprise économique, les consommateurs sentant toujours planer une épée de Damoclès au-dessus de leur tête.

#### Graphique 3 - Décalage entre les perceptions individuelles et collectives

- Proportion d'individus qui estiment que leur niveau de vie ou que le niveau de vie de l'ensemble de la population s'améliorent et qui anticipent que leurs conditions de vie s'amélioreront dans les 5 prochaines années, en % -



On visualise clairement sur le graphique ce décalage au milieu des années 1990. Si certains, dès 1997, percevaient déjà une amélioration pour eux-mêmes, il aura fallu attendre deux ans pour que la confiance dans un progrès collectif s'installe : au zénith de la conjoncture, en 2001, les aspirations individuelles et collectives sont bien mieux

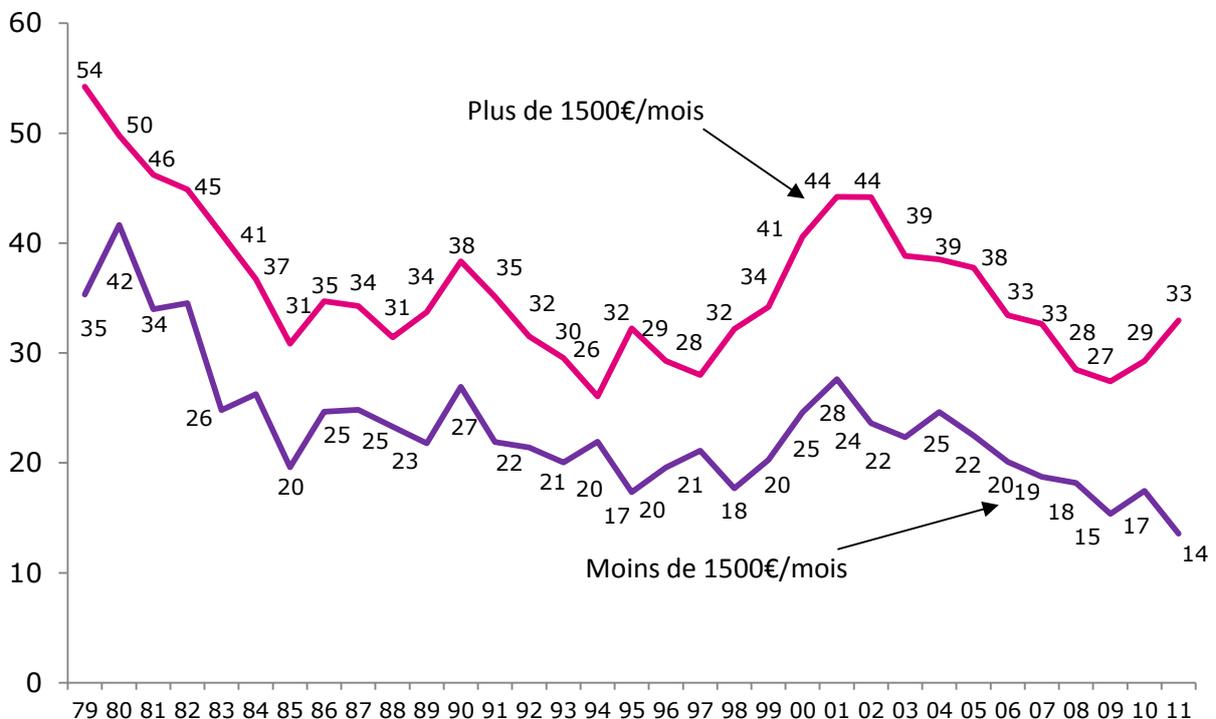
<sup>2</sup> Voir les travaux de Georges Hatchuel dans les précédentes notes de conjonctures sociétales.

synchronisées. Aujourd'hui, c'est un peu le même mécanisme du milieu des années 1990 qui se met en place. Il est à craindre que la désynchronisation freine les ménages dans leurs intentions d'achat ou d'investissement, par le bien connu mécanisme d'épargne de précaution.

*d) Les catégories modestes ne voient pas le bout du tunnel*

Ce décalage de perception n'est pas seulement la résultante d'une représentation biaisée de la réalité. Nous l'évoquions plus haut : tout le monde n'envisage pas encore la sortie du tunnel. Le graphique suivant montre même une divergence très nette entre le haut et le bas de l'échelle des revenus. Parmi les personnes qui disposent de moins de 1500€ par mois dans leur foyer, seuls 14% estiment que leur niveau de vie s'est amélioré au cours des dix dernières années, c'est 3 points de moins qu'en 2010 et, à vrai dire, la tendance à la baisse initiée 10 ans plus tôt ne semble pas vraiment s'inverser. Au contraire, les personnes vivant dans des ménages plus aisés sont plus optimistes : 33% constatent d'ores et déjà une embellie, soit +4 points par rapport à l'an dernier et +6 points par rapport à 2009.

**Graphique 4 – Proportion d'individus qui considèrent que leur niveau de vie s'est amélioré depuis une dizaine d'années (en %)**



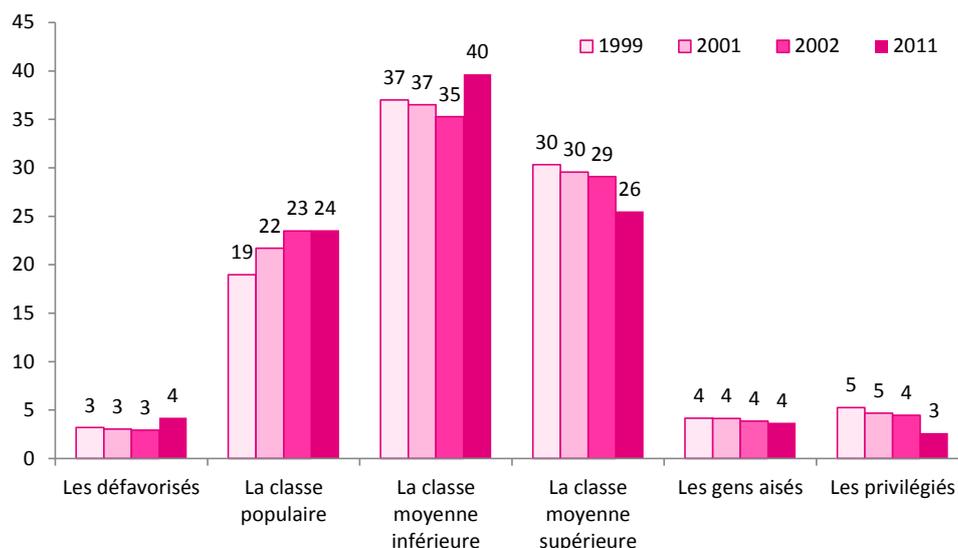
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

### e) Le sentiment de déclassement s'enracine

Des travaux récents du CRÉDOC montrent que la population fait face, depuis quelques années, à des difficultés auxquelles elle n'était pas habituée lors des périodes précédentes<sup>3</sup>. La forte hausse des charges financières liées au logement ou à l'énergie, corrélatives à l'imperceptible progression du pouvoir d'achat, ont contribué à nourrir un sentiment de déclassement dans l'opinion, qui touche non seulement les classes moyennes, mais plus généralement l'ensemble du corps social.

L'enquête « Conditions de vie et aspirations » révèle l'ampleur du **sentiment de déclassement depuis une dizaine d'années**. Au début 2011, seuls 33% de la population déclarent faire partie du haut de l'échelle sociale (« classes moyennes supérieures », « gens aisés » ou « privilégiés »), contre 39% en 1999. 40% disent plutôt appartenir aux « classes moyennes inférieures » (+3 points par rapport à 1999) ; 24% se rangent parmi les catégories « populaires » (+5 points) et 4% parmi les défavorisés (+1 point).

**Graphique 5 – A quelle catégorie avez-vous le sentiment d'appartenir ? (en %)**



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Le glissement de chaque strate vers le bas est très net. Ce n'est pas la « société en sablier »<sup>4</sup> : les classes moyennes ne se vident pas au profit des extrémités de l'échelle sociale car la proportion d'individus qui se reconnaissent parmi les classes moyennes est

<sup>3</sup> Voir Régis Bigot, *Fins de mois difficiles pour les classes moyennes*, Editions de l'Aube, 2010 ; Du même auteur avec Simon Langlois, « Consommation et privation au sein des classes moyennes au Canada et en France », *L'Année sociologique*, volume 61, n°1, avril 2011.

<sup>4</sup> Selon Alain Lipietz, le modèle de la « société en sablier » se serait imposé en France : « Cette image désigne la polarisation des revenus entre une minorité de riches, qui gagnent de plus en plus, et une majorité de pauvres, qui gagnent de moins en moins, tandis que fond la part des 'couches moyennes' ». Voir A. Lipietz, *La société en sablier (Le partage du travail contre la déchirure sociale)*, La découverte, 1998.

aussi élevée aujourd’hui qu’en 1999. Il s’agit plutôt d’un sentiment généralisé de décrochage.

L’analyse sociodémographique présentée dans le tableau suivant apporte un éclairage complémentaire. Bien évidemment, la propension à se classer en haut ou en bas de l’échelle sociale dépend du niveau de revenu des personnes interrogées, de leur profession ou de leur niveau de diplôme.

**Tableau 1 – A quelle catégorie avez-vous le sentiment d’appartenir ? (en %)**

	Les défavorisés	La classe populaire	La classe moyenne inférieure	La classe moyenne supérieure	Les gens aisés	Les privilégiés
Homme	4	23	38	26	5	2
Femme	4	24	41	25	3	3
Moins de 25 ans	3	21	38	29	6	1
25 à 39 ans	5	24	40	26	2	1
40 à 59 ans	4	23	39	26	4	3
60 à 69 ans	4	22	37	27	5	5
70 ans et plus	3	27	44	19	4	3
Non diplômé	8	<b>36</b>	42	9	1	2
BEPC	5	<b>30</b>	43	18	2	1
BAC	2	22	42	24	5	4
Diplômé du supérieur	1	10	32	<b>46</b>	7	4
Travailleur indépendant	2	22	37	29	4	<b>6</b>
Cadre	1	3	25	<b>52</b>	<b>11</b>	5
Profession Intermédiaire	2	14	38	<b>42</b>	2	2
Employé	5	<b>33</b>	44	15	1	2
Ouvrier	8	<b>36</b>	41	11	1	0
Personne au foyer	9	24	<b>46</b>	17	2	2
Retraité	3	24	41	24	5	4
Autre inactif	4	21	34	30	7	2
Moins de 900 €	<b>17</b>	<b>36</b>	32	11	2	1
De 900 à 1500 €	9	<b>39</b>	39	10	1	1
De 1500 à 2300 €	4	<b>29</b>	<b>47</b>	17	1	2
De 2300 à 3100 €	2	19	<b>48</b>	26	2	3
3100 € et plus	0	8	31	<b>48</b>	<b>9</b>	3
Communes rurales	4	25	44	21	3	3
2 000 à 20 000 habitants	5	26	40	23	2	3
20 000 à 100 000 habitants	4	22	39	29	2	2
Plus de 100 000 habitants	4	23	40	28	4	2
Agglomération parisienne	4	22	33	28	7	4
<b>Ensemble</b>	<b>4</b>	<b>24</b>	<b>40</b>	<b>26</b>	<b>4</b>	<b>3</b>

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2011

Mais il est intéressant de noter qu'aucune catégorie sociale particulière ne se reconnaît dans les catégories « aisées » ou « privilégiées » : tout au plus y repère-t-on une légère surreprésentation des cadres et professions intellectuelles supérieures et des travailleurs indépendants, mais les pourcentages ne dépassent jamais 16%. Même dans la tranche de revenu la plus élevée, le pourcentage n'est que de 12% ; 48% disent plutôt appartenir aux classes moyennes supérieures et, plus surprenant, 31% disent faire partie des classes moyennes inférieures tandis que 8% se rangent dans la « classe populaire ».

Le sentiment de déclassement des catégories intermédiaires est illustré par le fait que, dans les tranches de revenus qui se situent au niveau de la médiane ou au-dessus, une large majorité déclarent faire partie du bas de l'échelle sociale : par exemple, 69% des ménages dont les revenus mensuels sont compris entre 2300€ et 3100€ disent appartenir aux « classes moyennes inférieures », à la « classe populaire » ou aux « défavorisés ». De même, 54% des professions intermédiaires (professeurs des écoles, infirmiers, sages-femmes, assistants-sociaux, inspecteurs de police, géomètres, contremaîtres dans l'industrie, conducteurs de travaux, chefs de chantier, etc.) se rangent dans les catégories inférieures plutôt que supérieures.

L'évolution des réponses entre 1999 et 2011 est plus intéressante encore, parce qu'elle montre les différents glissements qui se sont opérés en une dizaine d'années (Tableau 2, p. 13) :

- Les cadres et professions intellectuelles supérieures se reconnaissent moins souvent dans la classe moyenne supérieure (-11 points) et plus souvent dans la classe moyenne inférieure (+11 points).
- La chute est plus rude au sein des employés : 9 points de moins parmi les classes moyennes supérieures et 14 de plus au sein des classes populaires. Le basculement est de même ampleur chez les bas revenus.
- A noter le décrochage spectaculaire des Franciliens en dix ans : -17 points parmi les classes moyennes supérieures, que l'on retrouve pour partie dans les classes moyennes inférieures (+6 points) et même dans les catégories populaires (+9 points). Peut-être l'envolée des prix des logements en Ile-de-France, en complète déconnexion avec l'évolution des revenus des habitants, explique-t-il ce phénomène.

Ces variations, de grande ampleur pour une période de temps finalement assez courte,

témoignent du profond malaise qui s'est installé dans l'opinion au cours de la dernière décennie. Non seulement la récession économique récente a été profonde, mais elle s'est produite à une période où le moral de la population était déjà passablement dégradé. Plusieurs années de croissance économique soutenue seront sans doute nécessaires pour en effacer les derniers stigmates.

**Tableau 2 – A quelle catégorie avez-vous le sentiment d'appartenir ? (en %)**

**Evolution entre 1999 et 2011**

	Les défavorisés	La classe populaire	La classe moyenne inférieure	La classe moyenne supérieure	Les gens aisés	Les privilégiés
Homme	+1	+2	+1	-4	+1	-2
Femme	+1	+6	+4	-6	-1	-3
Moins de 25 ans	+2	+7	-2	-3	-1	-3
25 à 39 ans	+2	+5	+4	-6	=	-5
40 à 59 ans	=	+4	+4	-4	-2	-2
60 à 69 ans	+3	+2	-6	=	+2	=
70 ans et plus	-1	+5	<b>+8</b>	-7	-1	-4
Non diplômé	+3	<b>+11</b>	+1	<b>-11</b>	-1	-2
BEPC	+2	+6	+4	-7	-2	-3
BAC	+2	<b>+9</b>	+5	<b>-12</b>	+1	-4
Diplômé du supérieur	=	+4	+7	-6	=	-3
Travailleur indépendant	+1	+8	-1	-6	-2	+1
Cadre	-1	-2	<b>+11</b>	<b>-11</b>	+3	-1
Profession Intermédiaire	=	+1	=	+6	-1	-4
Employé	-1	<b>+14</b>	+4	<b>-9</b>	-2	-3
Ouvrier	+3	+8	-4	-5	+1	-4
Personne au foyer	<b>+6</b>	+6	<b>+12</b>	<b>-16</b>	-3	-5
Retraité	=	+2	+4	-5	=	-1
Autre inactif	+4	+7	-3	-5	-2	-2
Moins de 900 €	+4	<b>+11</b>	+2	<b>-8</b>	=	<b>-6</b>
De 900 à 1500 €	+4	<b>+13</b>	-4	<b>-9</b>	=	-4
De 1500 à 2300 €	+1	+7	+6	-8	-4	-3
De 2300 à 3100 €	+1	=	+6	-5	=	-1
3100 € et plus	=	-1	+6	-4	+1	-2
Communes rurales	+2	+3	+3	-5	=	-2
2 000 à 20 000 habitants	=	+4	=	+2	-3	-3
20 000 à 100 000 habitants	+1	+8	-5	-3	=	-2
Plus de 100 000 habitants	=	+3	+6	-3	-1	-3
Agglomération parisienne	+3	<b>+9</b>	+6	<b>-17</b>	+2	-2
<b>Ensemble</b>	<b>+1</b>	<b>+5</b>	<b>+3</b>	<b>-4</b>	<b>=</b>	<b>-2</b>

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2011

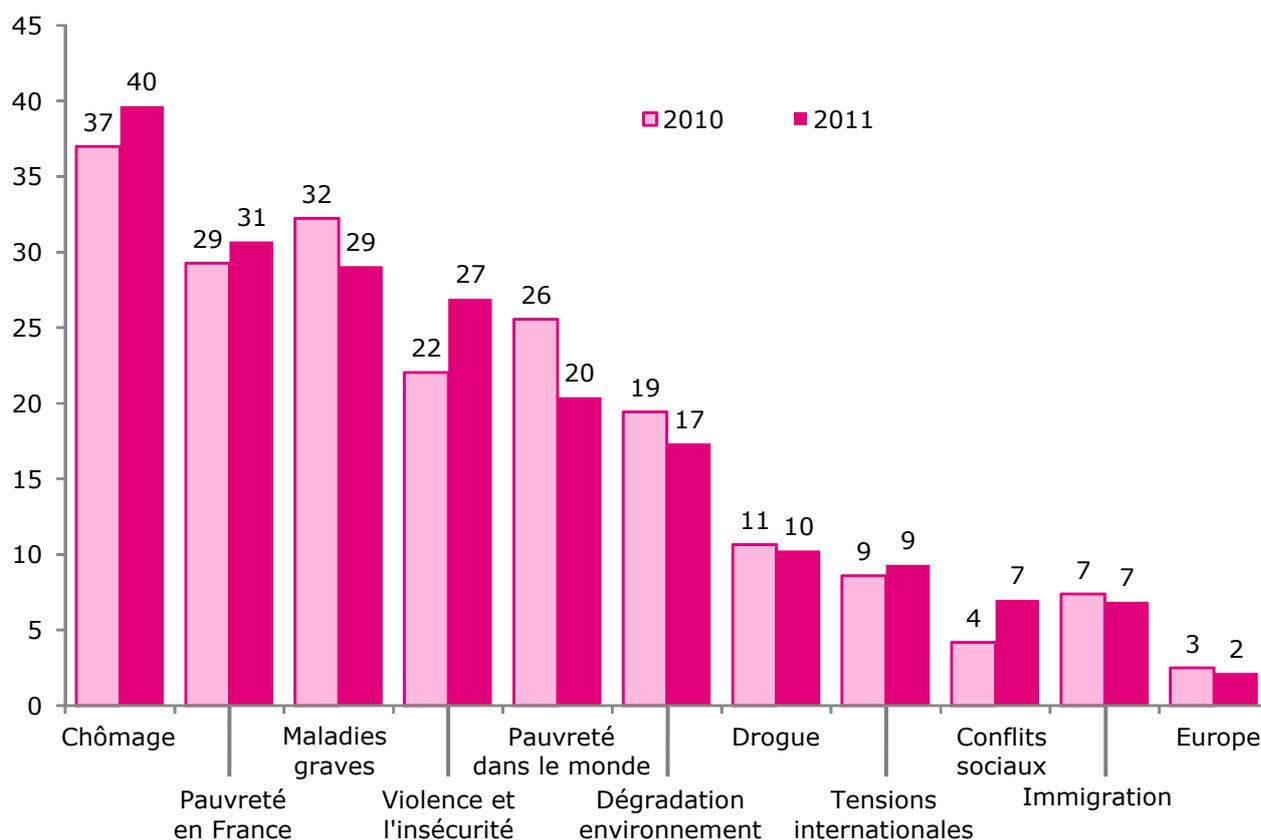
## 2. Le chômage et la pauvreté en France sont les deux principaux sujets de préoccupation au début 2011

### a) La pauvreté rejoint cette année le chômage en tête des inquiétudes

Au sentiment de déclassement et à l'impression de dégradation du niveau de vie vient s'ajouter la peur du chômage. Après être monté en flèche au cours de l'année 2009, le taux de chômage s'est stabilisé au cours de l'année 2010 : il est passé de 7,5% au 1<sup>er</sup> trimestre 2008 à 10% au 4<sup>e</sup> trimestre 2009 ; début 2011, il est en légère diminution, à 9,6%<sup>5</sup>. Cette relative stabilisation n'empêche pas l'opinion d'être encore plus préoccupée que l'an dernier par ce fléau : début 2011, **40% de nos concitoyens le situent en tête de leurs inquiétudes**, soit un gain de 3 points par rapport au début 2010.

**Graphique 6**  
**Le chômage est plus que jamais au cœur des préoccupations des Français**

Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus (en %)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

<sup>5</sup> INSEE, « Légère baisse du taux de chômage au 4<sup>e</sup> trimestre 2010 », *Informations rapides*, INSEE, 3 mars 2011, <http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind14/20110303/IRchomage-T410.pdf>

Dans le même temps, la pauvreté en France s'est hissée au deuxième rang des préoccupations, avec 31% des suffrages (2 points de plus que l'an dernier). Les thèmes sociaux font l'objet de toute l'attention au début 2011. On notera d'ailleurs que les conflits sociaux, s'ils ne se trouvent qu'en fin de classement, progressent de 3 points.

Le Tableau 3 détaille l'ensemble des résultats : on y note que la violence et l'insécurité progressent fortement (+5 points), tandis que la pauvreté dans le monde fléchit sensiblement (-6 points). Nous reviendrons dans le prochain chapitre sur ces deux phénomènes, après avoir évoqué plus en détail la question du chômage.

**Tableau 3**  
**Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?**

(deux réponses possibles, en %)

Années	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	Δ
Chômage	<b>27</b>	<b>38</b>	<b>44</b>	<b>52</b>	<b>49</b>	<b>52</b>	<b>52</b>	<b>48</b>	<b>44</b>	<b>36</b>	<b>27</b>	<b>24</b>	<b>26</b>	<b>28</b>	25	<b>30</b>	24	22	<b>33</b>	<b>37</b>	<b>40</b>	<b>+3</b>
Pauvreté en France	16	16	20	22	<b>28</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	23	24	25	21	19	22	24	<b>28</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>29</b>	<b>31</b>	<b>+2</b>
Maladies graves	<b>28</b>	<b>28</b>	<b>29</b>	<b>26</b>	<b>30</b>	<b>29</b>	<b>26</b>	<b>28</b>	<b>30</b>	<b>33</b>	<b>38</b>	<b>31</b>	<b>30</b>	<b>39</b>	<b>33</b>	<b>29</b>	<b>32</b>	<b>33</b>	<b>33</b>	<b>32</b>	<b>29</b>	<b>-3</b>
Violence et insécurité	23	20	16	20	22	18	<b>25</b>	<b>29</b>	<b>33</b>	<b>27</b>	<b>38</b>	<b>48</b>	<b>35</b>	<b>32</b>	<b>31</b>	28	<b>29</b>	<b>26</b>	21	22	27	<b>+5</b>
Pauvreté dans le monde	15	18	19	16	17	18	16	18	19	21	17	17	18	18	23	23	22	21	25	26	20	<b>-6</b>
Dégrad. environnement	12	12	11	8	7	8	8	10	8	13	18	14	15	14	17	19	19	25	16	19	17	<b>-2</b>
Drogue	<b>37</b>	<b>34</b>	<b>30</b>	<b>28</b>	21	24	22	20	22	23	21	21	12	14	14	10	11	9	9	11	10	<b>-1</b>
Tensions internationales	16	9	9	7	7	4	5	4	5	7	6	10	20	12	12	8	11	13	15	9	9	=
Immigration	16	16	14	14	14	13	13	14	11	9	8	10	13	11	10	11	12	11	6	7	7	=
Conflits sociaux	4	3	3	3	4	7	5	3	4	4	4	5	5	6	4	6	5	6	7	4	7	<b>+3</b>
Europe	6	6	6	2	2	2	3	2	1	2	2	1	2	3	3	4	3	2	2	3	2	<b>-1</b>

Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

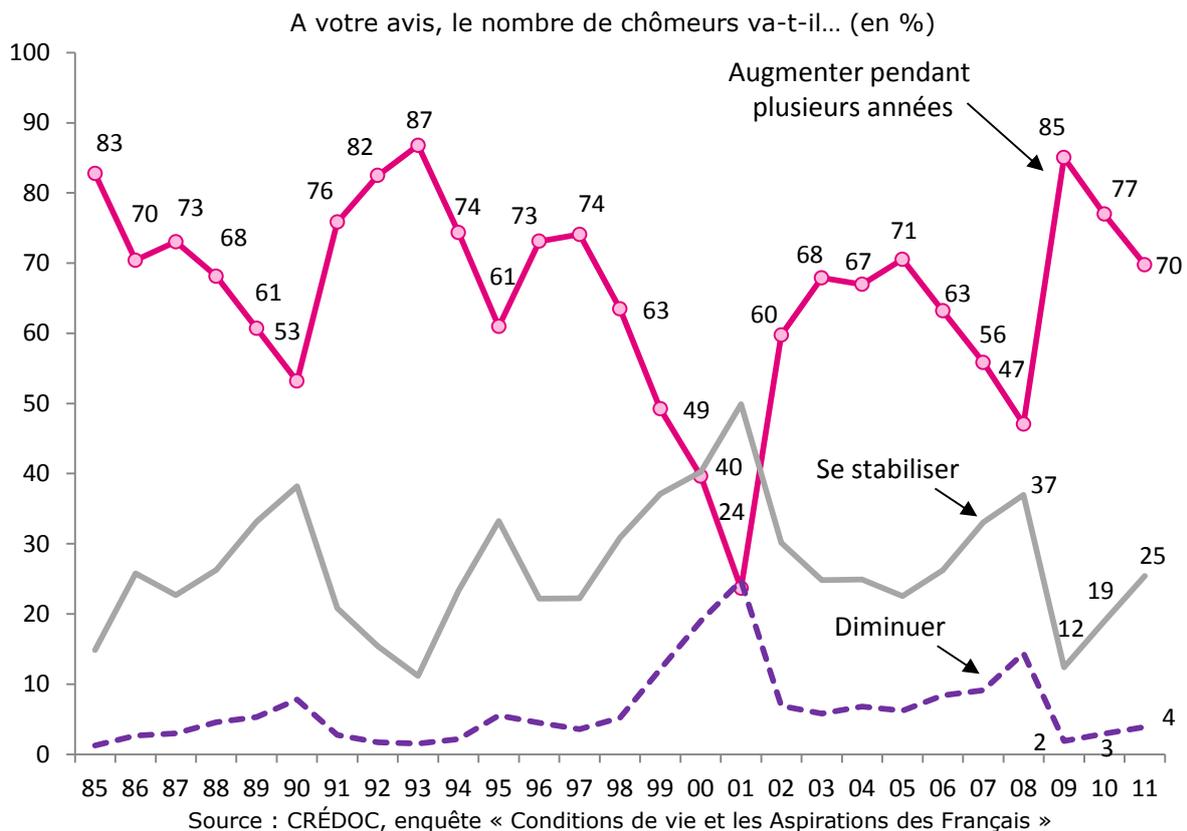
Note : le total en colonne dépasse 100%, car les enquêtés pouvaient choisir deux sujets.

Lecture : la dernière colonne Δ calcule la variation entre 2010 et 2011.

*b) Seuls 4% pensent que le chômage va diminuer dans les prochaines années*

Si le chômage s'est maintenu, cette année, au premier rang des préoccupations des Français, c'est sans doute en partie parce qu'une infime minorité (4%) pense qu'il va diminuer dans les années qui viennent ; 25% anticipent qu'il va rester stable et la très grande majorité (70%) craint qu'il ne progresse encore.

**Graphique 7 – Les anticipations du chômage restent très négatives**



Ces résultats doivent être relativisés car, d'une manière générale, nos concitoyens se sont toujours montrés extrêmement pessimistes sur le front de l'emploi. Depuis 25 ans que nous suivons cet indicateur, le pourcentage d'individus qui anticipent une décre du chômage n'a jamais dépassé 25% (c'était en 2001 et, à cette époque, le taux de chômage diminuait pour la quatrième année consécutive). C'est pourquoi il importe de prendre aussi en compte les variations d'une année sur l'autre.

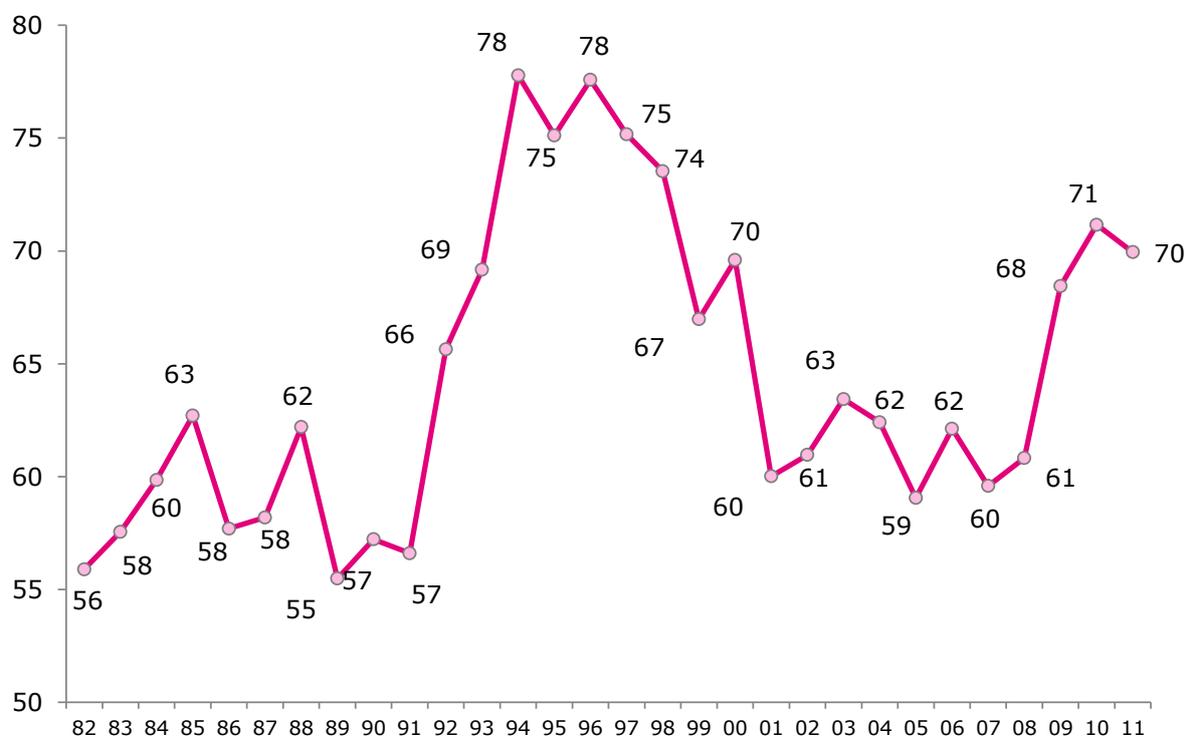
En l'occurrence, les **évolutions sont plutôt bien orientées** : les individus qui pensent que le chômage va augmenter sont nettement moins nombreux en 2011 qu'en 2010 (-7 points) ou qu'en 2009 (-15 points). L'optimisme n'est toujours pas de mise, mais l'indicateur évolue positivement.

### c) 70% restent inquiets du risque de chômage

Le troisième indice dont nous disposons pour mesurer les préoccupations à l'égard du chômage est présenté dans le Graphique 8 : il montre l'évolution du pourcentage de personnes inquiètes, pour elles-mêmes ou pour leurs proches, du risque de chômage. Ici aussi, les chiffres témoignent d'une grande préoccupation en valeur absolue : 70% se disent inquiets, on se situe encore à des niveaux historiquement élevés. D'ailleurs, la baisse sur un an est très faible (-1 point), à peine significative.

#### Graphique 8 – Léger repli des inquiétudes, pour soi-même ou pour ses proches, du risque de chômage

Proportion d'individus qui se déclarent inquiets, pour eux-mêmes ou pour leurs proches, du risque de chômage (en %)



Source : CRÉDOC, enquête « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

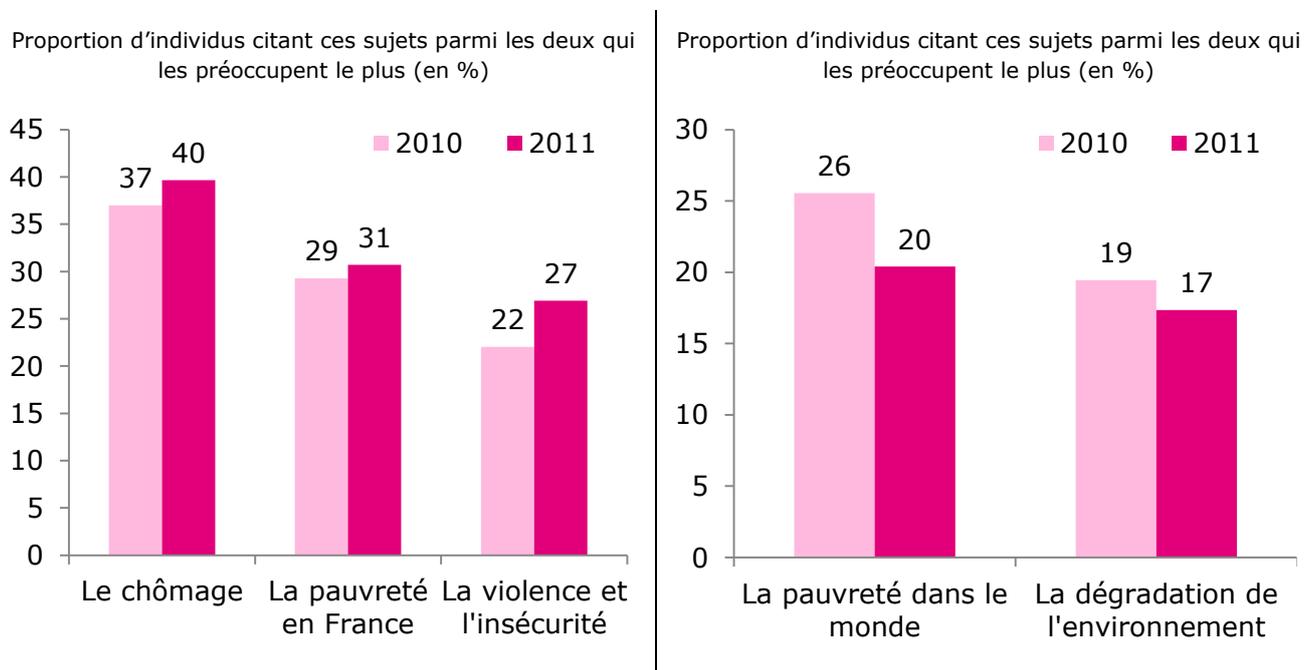
En résumé, le spectre du chômage est toujours bien présent : nombreux sont ceux qui se sentent plus ou moins directement menacés et, même si l'on n'est plus dans le mouvement de panique de 2009, ce sujet reste le principal sujet de préoccupations de la population.

### 3. Quelques signes d'une société qui se replie sur elle-même

En même temps que progressent les préoccupations pour le chômage (+3 points) et la pauvreté en France (+2 points), l'attention portée à la pauvreté dans le monde (-6 points) ou à la dégradation pour l'environnement (-2 points) diminuent sensiblement. Ce mouvement pourrait traduire, d'une certaine manière, un mécanisme de repli de la société sur elle-même : au début 2011, **les Français s'inquièteraient en premier lieu de ce qui les menace directement et immédiatement, tandis que les causes plus lointaines ou plus éloignées dans le temps les soucieraient moins.**

D'autres éléments de l'enquête « Conditions de vie et aspirations » viennent étayer cette hypothèse. Ainsi le regain de préoccupation pour la violence et l'insécurité (+5 points entre 2010 et 2011), sujet auquel l'opinion accordait de moins en moins d'importance depuis 2002. Aujourd'hui, 27% de la population déclarent que ce problème fait partie d'une de leurs deux préoccupations principales. Ce thème se classe au 4<sup>e</sup> rang des thèmes prioritaires, juste après les maladies graves ; on reste loin des sommets atteints en 2002, où il arrivait en tête avec 48% des suffrages ; mais la progression est significative.

**Graphique 9 – Les préoccupations qui montent et celles qui baissent**



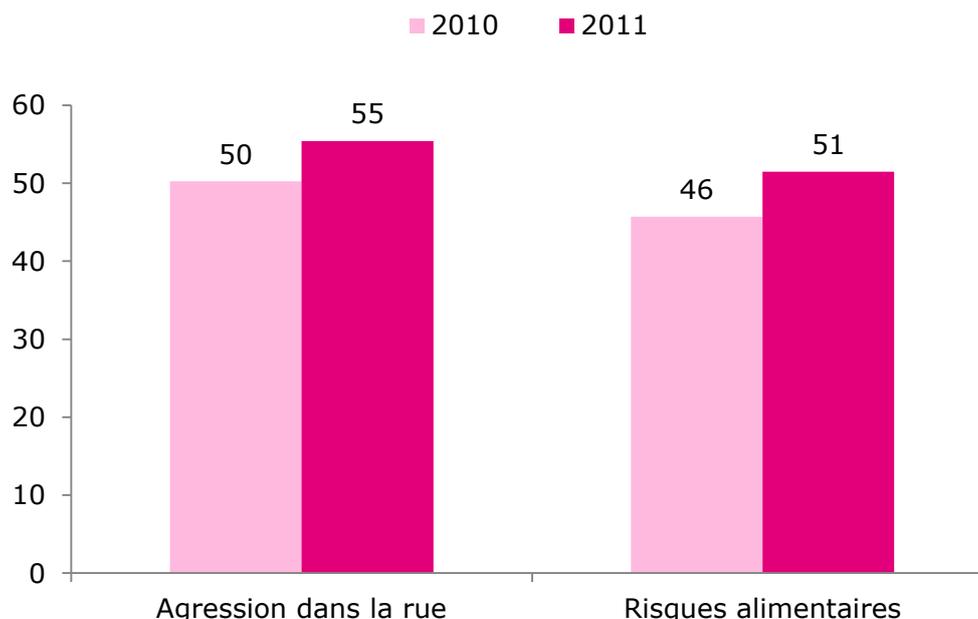
Source : CRÉDOC, enquête « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Concernant l'insécurité, l'enquête révèle par ailleurs que plus d'une personne sur deux (55% exactement) se dit inquiète, pour elle-même ou pour ses proches, du risque d'agression dans la rue. Là encore, le pourcentage est en hausse sensible : +5 points entre 2010 et 2011.

On note également une progression importante des peurs relatives aux risques alimentaires : 51% de nos concitoyens ne sont pas rassurés à ce sujet, la majorité a basculé cette année (46% en 2010).

### Graphique 10 – Progression des inquiétudes vis-à-vis de l’agression dans la rue et par rapport aux risques alimentaires

- proportion d’individus qui se déclarent inquiets, pour eux-mêmes ou pour leurs proches, des risques suivants (en %) -



Source : CRÉDOC, enquête « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Moins préoccupés par ce qui ne les concerne pas directement, plus inquiets du chômage, de la pauvreté, des risques alimentaires, de l’insécurité, **nos concitoyens reviennent, au début 2011, vers des valeurs plus traditionalistes** : 60% considèrent que la famille est « le seul endroit où l’on se sent bien et détendu » ; cette opinion gagne 2 points par rapport à l’an dernier. De plus, les rangs de ceux qui estiment que le mariage est une union indissoluble se sont légèrement renforcés : 27% sont de cet avis, c’est 2 points de plus qu’en 2010. Corrélativement, les personnes qui considèrent que le mariage est une union qui peut être dissoute par simple accord des deux partis sont légèrement moins nombreuses : 54%, contre 56% il y a un an.

Il convient d’être prudent dans les interprétations, car ces variations d’une année sur l’autre sont de faible ampleur. Mais l’analyse des correspondances multiples, qui nous permet chaque année de visualiser « L’espace général des opinions », montre également un léger repli de la société vers des valeurs plus traditionalistes (voir les analyses détaillés qui figurent en annexe, p. 45 et suivantes).

En définitive, on observe quelques signaux — faibles mais convergents — révélant une société française plus frileuse en ce début d'année 2011 : un peu plus inquiète, peut-être moins altruiste, davantage repliée sur ses propres difficultés et trouvant refuge dans des valeurs familiales plutôt traditionalistes.

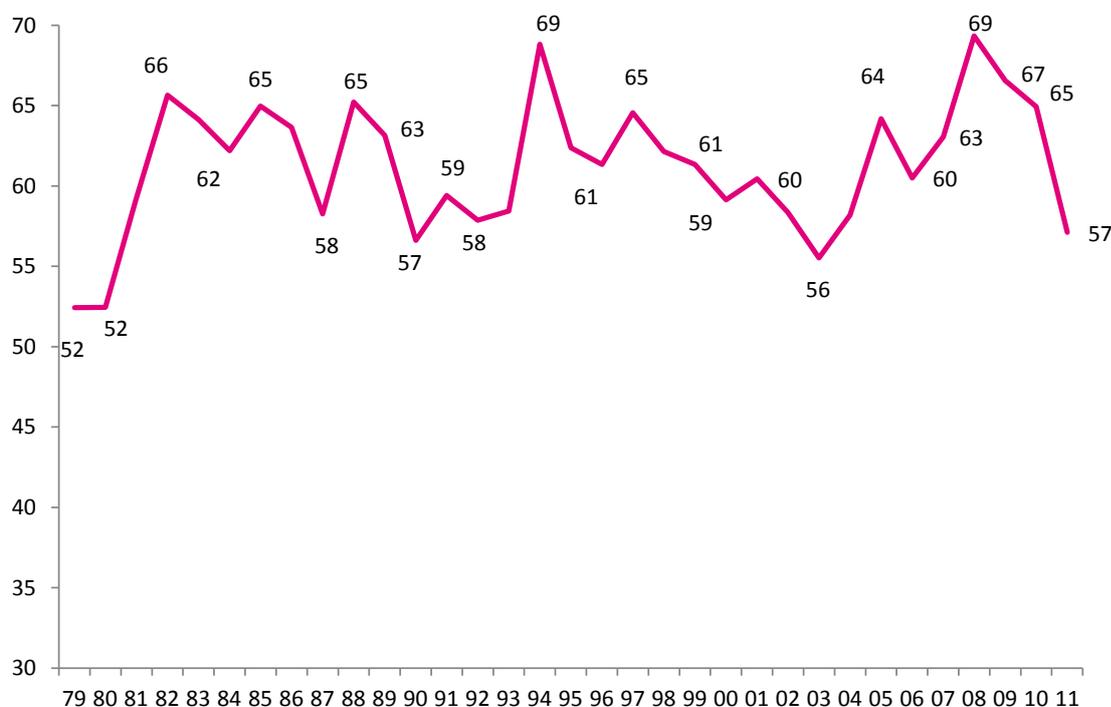
Ces éléments mériteront d'être confirmés ou infirmés lors des prochaines vagues d'enquête, même si nous estimons, à ce jour, qu'ils ne remettent pas en cause les grandes tendances sociétales observées sur longue période : il s'agirait plus vraisemblablement d'un mouvement conjoncturel lié aux difficultés économiques et sociales et au manque de perspective.

## 4. Pouvoir d'achat : marges de manœuvre menacées ?

### a) Une très nette diminution du sentiment de restrictions

Le tableau, jusqu'à présent, est plutôt sombre. Les résultats qui suivent sont plus encourageants, presque surprenants compte tenu des débats actuels relatifs au pouvoir d'achat. L'enquête révèle, au début 2011, une **diminution très nette du sentiment de restrictions** : 57% de nos concitoyens disent devoir s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget ; il s'agit d'une majorité, mais la proportion est en baisse de 8 points par rapport à l'an dernier ; par rapport à 2008, elle est même en recul de 12 points.

**Graphique 11 – Est-ce que vous (ou votre foyer) êtes obligé de vous imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ? (en %)**



Source : CRÉDOC, enquête « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Première remarque : le terrain de notre enquête s'est déroulé entre le mois de décembre 2010 et la fin du mois de janvier 2011. Début avril, au moment où nous écrivons ces lignes, le contexte n'est plus tout à fait le même. En particulier, les tensions inflationnistes dues à la hausse des produits pétroliers et des matières premières se sont renforcées ces derniers mois, à tel point que la Banque Centrale Européenne a décidé, le 7 avril, de relever ses taux directeurs pour la première fois depuis le début de la crise en 2008, alors même que la croissance est encore faible et que cette décision pourrait affecter l'investissement et compromettre la reprise. Les derniers chiffres publiés par

l'INSEE révèlent qu'en février 2011, l'indice des prix des carburants pour les transports est en hausse de 17% en rythme annuel ; celui des prix du gaz de ville progresse, quant à lui, de 15%. Il est probable que ces variations pèseront sur le pouvoir d'achat des ménages<sup>6</sup> et modifieront les perceptions qu'ils avaient au tout début de l'année 2011.

Quoi qu'il en soit, il reste à expliquer le mouvement de reflux du sentiment de restrictions entre 2010 et 2011. Car les revenus ont peu progressé depuis la crise : au contraire, le repli de l'activité et l'augmentation du chômage ont contribué à freiner la hausse des salaires (ils progressaient de 3% par an en 2008, contre un peu moins de 2% fin 2010).

En fait, l'inflation a nettement diminué en 2009 : elle culminait à +3,5% à l'été 2008 avant de plonger à -0,5% à l'automne 2009. Et tout au long de l'année 2010, même si les prix sont repartis à la hausse, ils se sont maintenus en dessous du rythme de progression des salaires.

**Graphique 12 – Evolution des salaires et de l'inflation depuis quatre ans**



Sources : salaire mensuel de base (SMB) de l'ensemble des salariés, enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (ACEMO), DARES ; Inflation hors tabac, INSEE.

Le paradoxe de cette crise, c'est qu'entre 2009 et 2010, le pouvoir d'achat a progressé de manière conséquente, non pas par une augmentation des salaires, mais en raison d'une inflation stoppée nette en 2009 et contenue en 2010. Le pouvoir d'achat a surtout

<sup>6</sup> Plusieurs travaux du CRÉDOC ont montré l'extrême sensibilité des consommateurs aux variations des prix des carburants et des charges liées au logement. Voir par exemple : Régis Bigot, Aurore Cappigny et Patricia Crouette, *Le sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur son budget - Evolution depuis 30 ans en France*, Cahier de recherche, n° 253, décembre 2008, <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C253.pdf> ; ou Régis Bigot, *Fins de mois difficiles pour les classes moyennes*, op. cit.

progressé en 2009, mais peut-être que l'opinion était alors encore sous le choc de la récession : nos concitoyens n'ont peut-être pas osé relâcher les cordons de leur bourse. Un an plus tard, au début 2011, ayant constaté que les salaires ne s'effondraient pas et que les prix restaient relativement modérés, ils se sentent plus à l'aise financièrement et moins inquiets pour l'avenir : leur sentiment de restrictions est plus faible.

Malheureusement, cette situation pourrait ne pas durer et, déjà, **on peut anticiper un effet de ciseau sur le pouvoir d'achat** : les prix tendent à s'élever au premier trimestre 2011 tandis que le niveau significatif du taux de chômage et la faiblesse du taux d'utilisation des capacités productives<sup>7</sup> continueront de limiter la progression des salaires. Si la situation devait se prolonger ainsi, on peut craindre une brusque remontée des frustrations de l'opinion à l'égard de l'évolution de ses revenus. Les lueurs d'espoirs entrevues en ce début d'année 2011 pourraient n'être qu'un feu de paille.

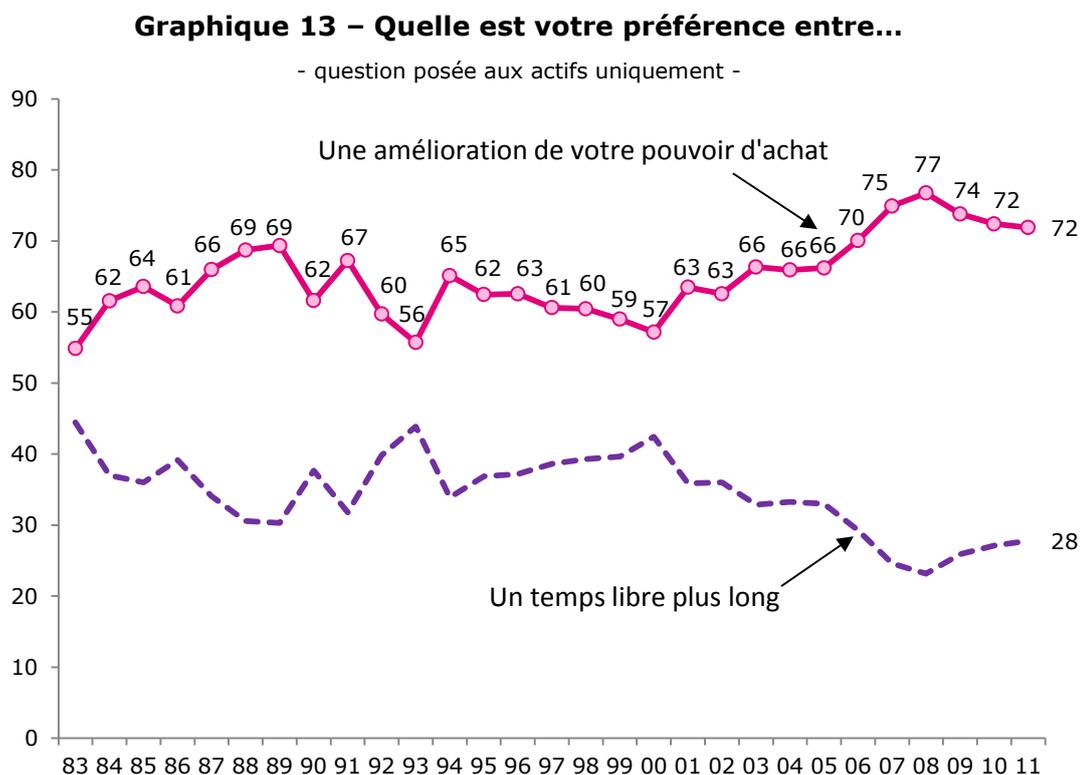
Autre élément de vigilance : **ce sont surtout les catégories aisées qui perçoivent une amélioration** ; le sentiment de restrictions diminue de -18 points chez les cadres et les professions intellectuelles supérieures, de -13 points chez les diplômés du supérieur, de -14 points chez les titulaires de revenus supérieurs à 3100€ par mois, mais il ne baisse pas chez les plus bas revenus et se tempère de 5 points seulement chez les employés et les non-diplômés. Au début 2011, 78% des personnes percevant moins de 900€ par mois déclarent encore limiter régulièrement leurs dépenses sur plusieurs postes de leur budget, le pourcentage est également très élevé chez les employés (69%, contre 57% en moyenne), les ouvriers (66%), les personnes au foyer (65%) et les non-diplômés (65%).

---

<sup>7</sup> INSEE, « Les chocs passent, l'activité résiste », *Note de conjoncture*, mars 2011, [http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys\\_conj/archives/mars2011\\_ve.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/mars2011_ve.pdf)

*b) Depuis la crise, les Français sont un peu moins exigeants à l'égard de leur pouvoir d'achat*

Le Graphique 13 rappelle que, dans leur très grande majorité (72%), les actifs souhaitent en priorité une augmentation de leur pouvoir d'achat, plutôt qu'un temps libre plus long (28%). Cela a toujours été le cas depuis trente années que nous suivons cet indicateur.



Source : CRÉDOC, enquête « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

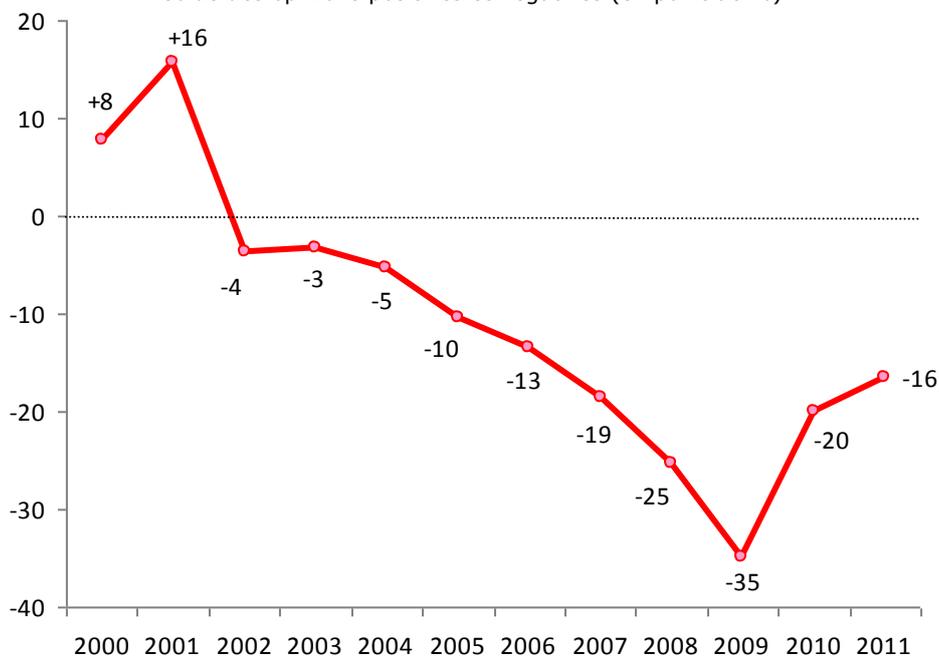
Mais il est intéressant de noter que la crise n'a pas renforcé cette tendance. Au contraire, elle semble même l'avoir atténuée. Au début 2008, les attentes de l'opinion à l'égard du pouvoir d'achat étaient à leur zénith. Depuis 2000, en effet, les salariés rongeaient leur frein et ils étaient de plus en plus nombreux (de 57% à 77%) à faire montre d'une exigence accrue sur le plan des rémunérations. Depuis 2009, il semblerait que la crainte du chômage ait tempéré ces attentes. Ou alors, hypothèse que nous évoquions l'an passé, la récession amènerait certains à revoir leurs priorités. Le choc de la crise les aurait conduits à réajuster leurs modes de vie. L'éloignement des perspectives d'une augmentation salariale les pousserait à dépenser moins, tout en cherchant à maintenir leur qualité de vie : **consommer moins, mais consommer mieux**. Cette tendance est plus marquée chez les cadres, les professions intellectuelles supérieures, les professions intermédiaires et les catégories de revenu supérieures. Les bas revenus et les employés restent, quant à eux, très attachés à une progression de leur pouvoir d'achat.

*c) Rares sont ceux qui estiment que le moment est propice à réaliser des achats importants*

Aujourd'hui, il est difficile de dire si cette moindre attente à l'égard du pouvoir d'achat correspond à un mouvement conjoncturel ou à une tendance durable. Toujours est-il qu'au début 2011, **rare sont les consommateurs qui jugent que le moment est favorable pour réaliser des achats importants** : la proportion n'est que de 10%, 26% considérant au contraire que le moment est défavorable tandis que la grande majorité (62%, en hausse de 7 points cette année) est dans l'expectative. Lorsqu'on calcule le solde des opinions positives et négatives, on note cependant une **amélioration depuis un an** : l'indicateur reste négatif (-16 points), mais le rebond amorcé en 2010 se confirme.

Ces résultats peuvent être rapprochés des autres signaux positifs relevés précédemment : nos concitoyens sont moins nombreux à avoir des difficultés à joindre les deux bouts, moins négatifs dans l'appréciation de l'évolution passée de leurs conditions de vie, moins pessimistes quant à leur avenir et moins paralysés dans leurs intentions d'achat.

**Graphique 14 – Le moment est-il favorable pour réaliser des achats importants ?**  
- solde des opinions positives et négatives (en point de %) -



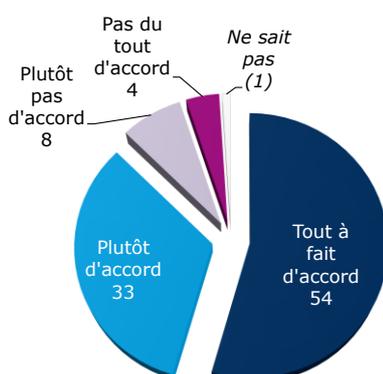
Source : CRÉDOC, enquête « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

## 5. L'opinion attend davantage de régulation

### a) 87% souhaitent un encadrement du système financier

« La crise financière récente, dont les retombées sur l'économie réelle ont été graves, a rendu incontournable une réflexion sur la régulation d'ensemble de la sphère bancaire et financière ». <sup>8</sup> Le constat du Conseil d'Analyse Economique résume assez bien l'état de l'opinion en 2011. **87% des Français défendent ainsi la nécessité d'un contrôle plus soutenu du secteur bancaire et financier par les pouvoirs publics.** Une majorité (54%) se déclare même tout à fait d'accord avec ce principe. Les dysfonctionnements mis à jour par la crise des *sub-primes* de 2008, la faillite de certains établissements financiers américains et européens en a découlé et le « sauvetage » des banques par les pouvoirs publics ont visiblement laissé des traces dans l'opinion. Et si, en 2010, nombreux s'accordent à dire que le gros de l'orage est passé, les alertes sur la dette européenne rappellent à nos concitoyens la nécessité d'être vigilants sur la santé du système bancaire et financier. Les différents sommets internationaux dédiés à la régulation financière qui ont jalonné l'année 2010 (sommet du G20 à Toronto en juin et à Séoul en novembre 2010, accord de Bâle III en septembre 2010) ont sans doute aussi contribué à renforcer cette opinion, qui recueille les suffrages de plus de 8 personnes sur 10, quelles que soient les catégories sociodémographiques étudiées.

**Graphique 15 – Etes-vous d'accord avec l'idée que le système bancaire et financier doit être davantage contrôlé par les pouvoirs publics ? (en %)**



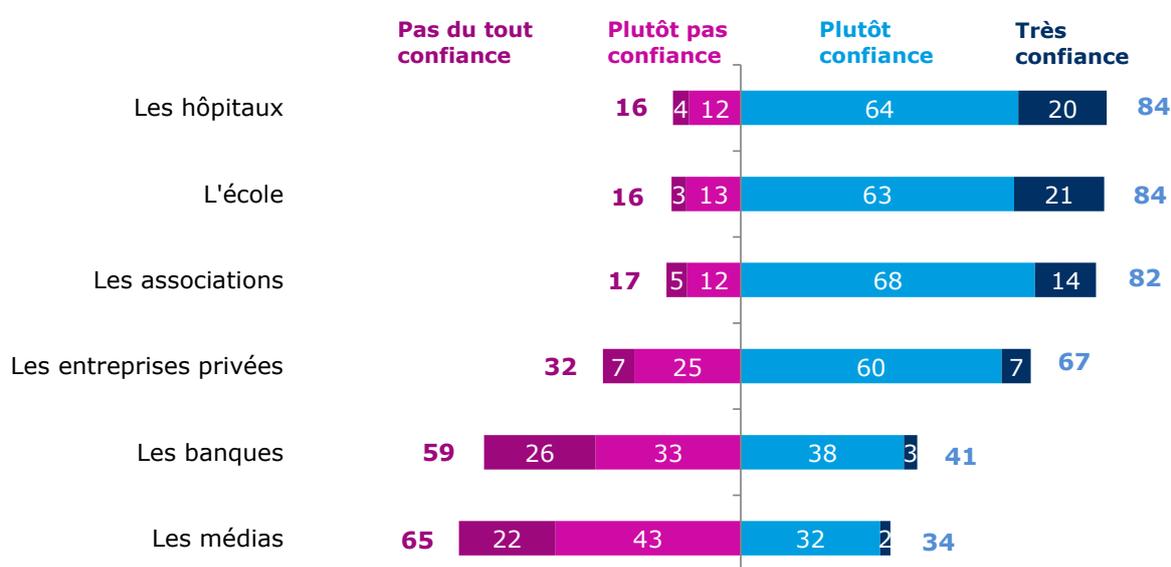
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2011

La demande d'intervention des pouvoirs publics dans le secteur financier est d'autant plus forte que les banques, d'une manière générale, suscitent un certain sentiment de défiance chez certains de nos concitoyens : 59% reconnaissent qu'ils n'ont pas confiance

<sup>8</sup> Jean-Paul Betbèze, Christian Bordes, Jézabel Couppey-Soubeyran et Dominique Plihon, « Le « central banking » après la crise : deux lectures d'une enquête internationale auprès d'économistes et de banquiers centraux », *Analyses économiques*, n°1, 2011, [http://www.cae.gouv.fr/IMG/pdf/CAE-2010-01\\_CentralBanking.pdf](http://www.cae.gouv.fr/IMG/pdf/CAE-2010-01_CentralBanking.pdf)

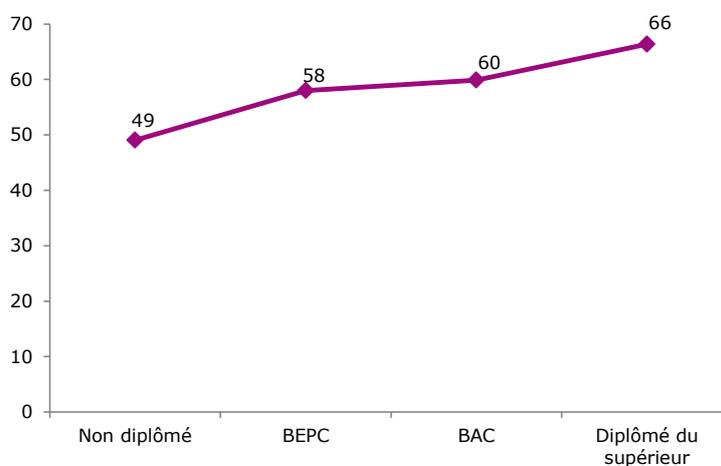
dans les banques, tandis que plus de deux personnes sur trois disent avoir confiance dans les entreprises privées. A titre de comparaison, les hôpitaux ou l'école — qui ne sont pourtant pas exempts de critiques —, jouissent d'un bien meilleur crédit auprès de l'ensemble des Français, et cela quels que soient les groupes de population étudiés. La suspicion à l'égard des organismes financiers est d'autant plus notable qu'elle culmine chez les diplômés du supérieur (66%), les cadres (69%) et les professions intermédiaires (66%), autant de publics qui, habituellement, se distinguent plutôt par leur confiance dans les institutions (qu'elles soient publiques ou privées).

**Graphique 16 - Avez-vous très confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance dans les organisations suivantes ?(en %)**



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2011

**Graphique 17 – La défiance envers les banques selon le diplôme (en %)**



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2011

*b) L'aspiration à un encadrement plus étroit des entreprises ne cesse de s'amplifier*

Le souhait de régulation ne concerne pas seulement le secteur bancaire : il semble se reporter sur l'ensemble de l'économie. Ainsi, 58% des Français estiment que, pour faire face aux difficultés économiques, il est nécessaire que l'Etat contrôle les entreprises et les réglemente plus étroitement, contre 38% qui estiment au contraire qu'il est nécessaire de faire confiance aux entreprises en leur donnant plus de liberté. Les plus ardents défenseurs de la régulation bancaire sont aussi les plus convaincus de la nécessité d'encadrer les entreprises (68%, Tableau 4).

**Tableau 4 - Pour faire face aux difficultés économiques, pensez-vous qu'il faut faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté ou qu'au contraire, il faut que l'Etat contrôle les entreprises et les réglemente plus étroitement ? (en %)**

	Ensemble de la population	Dont :		
		Est <b>tout à fait d'accord</b> avec l'idée du contrôle du système bancaire	Est <b>plutôt d'accord</b> avec l'idée du contrôle du système bancaire	<b>N'est pas d'accord</b> avec l'idée du contrôle du système bancaire
Il faut plutôt faire <b>confiance aux entreprises</b> et leur donner plus de liberté .....	<b>38</b>	30	<b>43</b>	<b>67</b>
Il faut plutôt que l'Etat <b>contrôle les entreprises</b> et les réglemente plus étroitement.....	<b>58</b>	<b>68</b>	54	29
<i>Ne sait pas</i> .....	<b>3</b>	(2)	(3)	(4)
Total .....	<b>100</b>	100	100	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2011

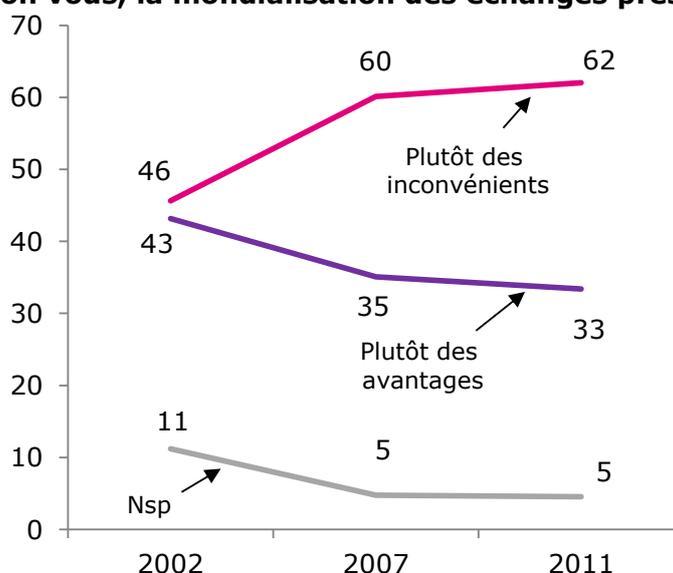
Au-delà de l'influence conjoncturelle de la crise bancaire, la demande d'encadrement du secteur privé s'inscrit dans **une dynamique de long terme**. Rappelons qu'en 1999, une majorité de la population souhaitait que l'on accorde plus de liberté aux entreprises. En une décennie, l'opinion a, petit à petit, basculé en faveur d'une plus grande régulation : en 2007 déjà, une majorité de concitoyens plaidaient en faveur de plus de contrôle (Graphique 19). Peut-être cette évolution est-elle liée au mouvement d'ouverture du capital d'entreprises publiques, qui a débuté en 1986 et s'est poursuivi jusque récemment (citons par exemple dans les années 2000, la privatisation totale ou partielle de grandes entreprises comme le Crédit Lyonnais, France Telecom, Electricité De France, Gaz de France ou certaines société de gestion d'autoroutes). Les débats récents autour de la hausse des prix de l'énergie, les polémiques plus anciennes relatives aux suicides

chez France Télécom, ou les inquiétudes face au changement de statut juridique de la Poste sont autant de manifestations des réticences que peuvent susciter dans l'opinion les processus de libéralisation dans le secteur économique.

La question des **délocalisations**, dans un contexte de fort taux de chômage, joue elle aussi probablement un rôle. Le désir de réglementation des entreprises est ainsi à son comble chez les personnes très inquiètes du chômage pour elles ou pour leurs proches (61%) ou chez celles portant un regard plutôt négatif sur la mondialisation des échanges (60%).

D'ailleurs, **l'opinion se montre de plus en plus méfiante à l'égard de la mondialisation** : une large majorité y voit plutôt des inconvénients (62%), alors qu'en 2002, le corps social était bien plus partagé sur ce point.

**Graphique 18 – Selon vous, la mondialisation des échanges présente-t-elle... (en %)**



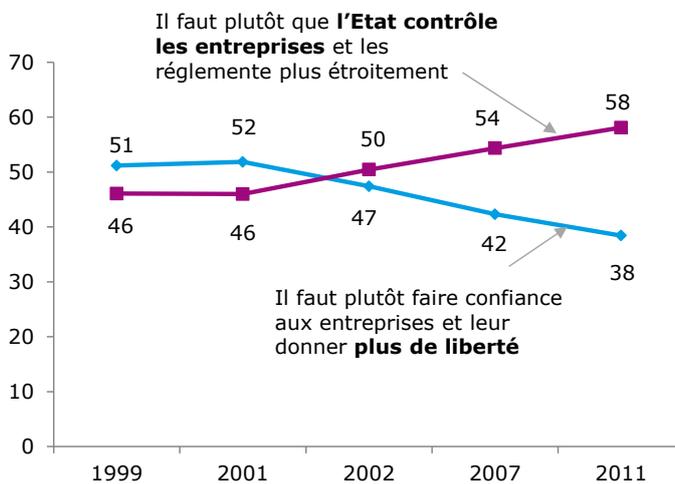
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Enfin, le scandale du Médiateur à la une de l'actualité fin 2010 — au moment où se déroulait le terrain de notre enquête — a probablement conforté l'idée que les entreprises uniquement mues par des objectifs de rentabilité n'œuvraient pas nécessairement pour le bien public, et qu'un minimum de contrôle est nécessaire.

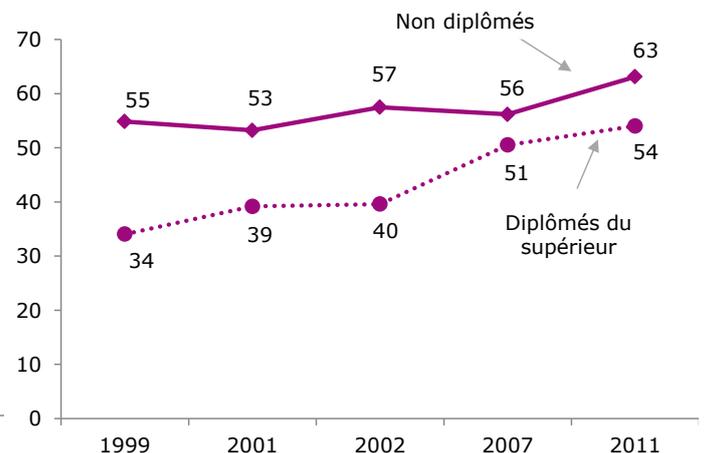
Si l'idée d'une réglementation des entreprises fait son chemin dans l'ensemble des catégories sociales, la progression est particulièrement rapide **chez les diplômés de l'enseignement supérieur**, témoignant d'une homogénéisation des opinions en la matière. Les diplômés du supérieur étaient ainsi 62% en 1999 à appeler de leurs vœux

une plus grande liberté d'action pour les entreprises, ils sont aujourd'hui 54% à penser le contraire.

**Graphique 19 – Evolution de l'opinion sur l'attitude à adopter par rapport aux entreprises (en %)**



**Graphique 20 – Proportion d'individus souhaitant un contrôle plus étroit des entreprises (en %)**



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

### c) Le sentiment d'un manque de contrôle nourrit les inquiétudes face à l'avenir

La demande croissante de régulation mérite d'autant plus attention qu'elle influe fortement sur le **moral économique des ménages**. Nous l'avons vu précédemment, un grand pessimisme s'est progressivement installé dans l'opinion depuis le début des années 2000 : à tel point qu'aujourd'hui, 41% de la population anticipent une dégradation de leurs conditions de vie dans les cinq prochaines années tandis que seuls 23% espèrent qu'elles s'amélioreront. Nous avons cherché à comprendre les déterminants de ce défaitisme à travers des analyses économétriques mobilisant plusieurs variables de l'enquête « Conditions de vie et aspirations » (l'idée consistant à neutraliser les effets croisés du sexe, de l'âge, du niveau de diplôme, du niveau de revenu, de la profession et de la taille de l'agglomération de résidence). Il en ressort que la probabilité de porter un regard morose sur ses perspectives personnelles est plus forte chez les personnes âgées (retraités : +77%) tandis qu'elle est moins élevée chez les jeunes (18-25 ans : -48%), ou les personnes occupant une place élevée sur l'échelle sociale : cadres (-37%), diplômés du supérieur (-25%). Au-delà de ces facteurs sociodémographiques, **l'impression que les entreprises sont insuffisamment encadrées par les pouvoirs publics augmente de 28% le risque d'être pessimiste à l'égard de ses propres conditions de vie.**

## 6. Une demande de lien social

---

### a) Une tendance de long terme : être soi-même tout en maintenant des liens avec les autres

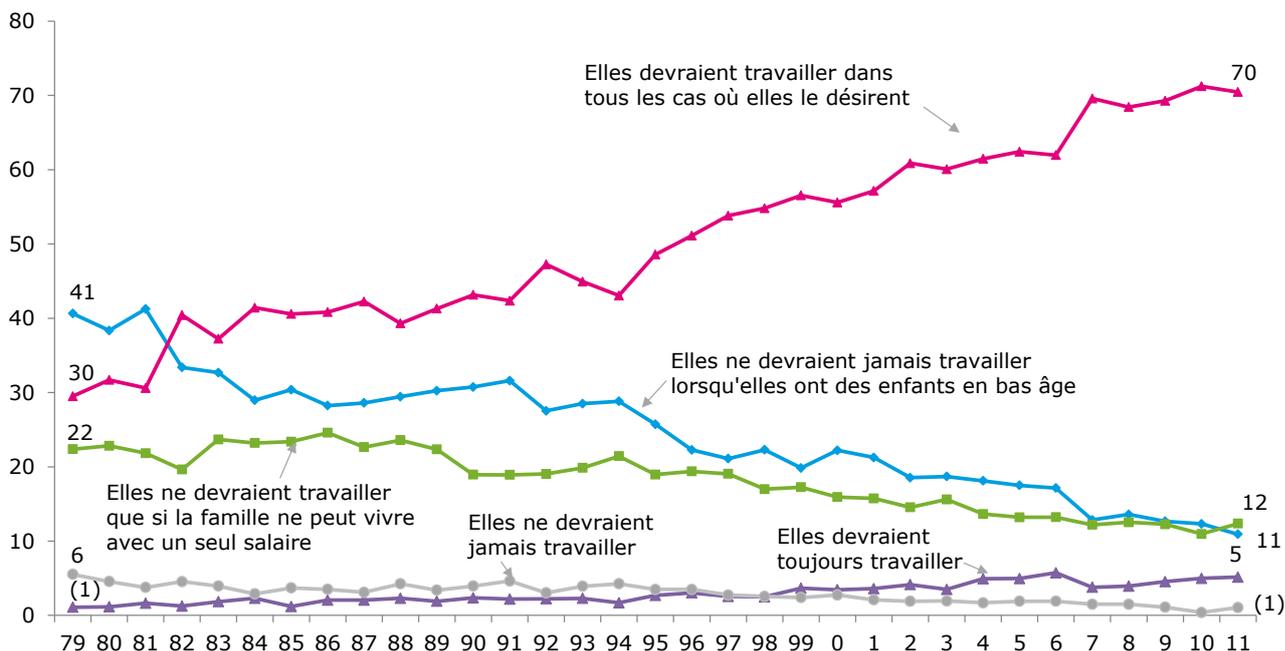
L'individu occupe dans nos sociétés une place de plus en plus centrale, tandis que « *l'inéluctable encadrement à vie [des individus] par la famille, la parentèle, la communauté locale et d'autres groupes de cet ordre, l'adaptation de leur comportement, de leurs objectifs et de leurs idéaux à la vie au sein de ces groupes et leur identification naturelle avec eux se réduisent* »<sup>9</sup>. Quelques opinions tirées de l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » illustrent ce désir des individus d'être « *d'abord et avant tout reconnus comme ayant la capacité et le droit de se déterminer eux-mêmes* »<sup>10</sup>. En 1979, seuls 30% de la population défendaient le principe du libre choix d'activité professionnelle pour les femmes. En 2011, 70% de la population soutiennent la nécessité de laisser aux femmes la possibilité de mener leur vie professionnelle comme elles l'entendent (Graphique 21). Aujourd'hui, près d'une personne sur deux est favorable à la possibilité pour deux personnes de même sexe d'adopter un enfant si ils (ou elles) le désirent (49% exactement, +1 point par rapport à 2010, +9 points par rapport à 2007), marquant ainsi la prééminence actuelle des choix individuels sur d'éventuelles normes ou valeurs sociétales. L'évolution des représentations du mariage sont également révélatrices de ce mouvement : une majorité (54%) envisage aujourd'hui le mariage comme une union qui peut être dissoute par simple accord des deux parties, contre un tiers seulement au début des années 1980. On pourrait ainsi multiplier les exemples du **processus d'individualisation dans notre société**. Les individus se reconnaissent de moins en moins dans des parcours tout tracés, imposés par des organisations ou des structures diverses (famille, communauté religieuse, etc.) et l'aspiration à exprimer sa personnalité et son identité par des chemins « singuliers » continue, cette année encore, son inexorable ascension.

---

<sup>9</sup> Norbert Elias, *La société des individus*, Fayard, 1991, p. 168.

<sup>10</sup> Patrick Savidan, « Individu et société : les enjeux d'une controverse, les vecteurs de la cohésion sociale », *Informations sociales*, n°145, CNAF, 2008

**Graphique 21 - Des opinions diverses peuvent être exprimées à propos du travail des femmes. Quel est le point de vue qui semble correspondre le mieux au vôtre ? (en %)**

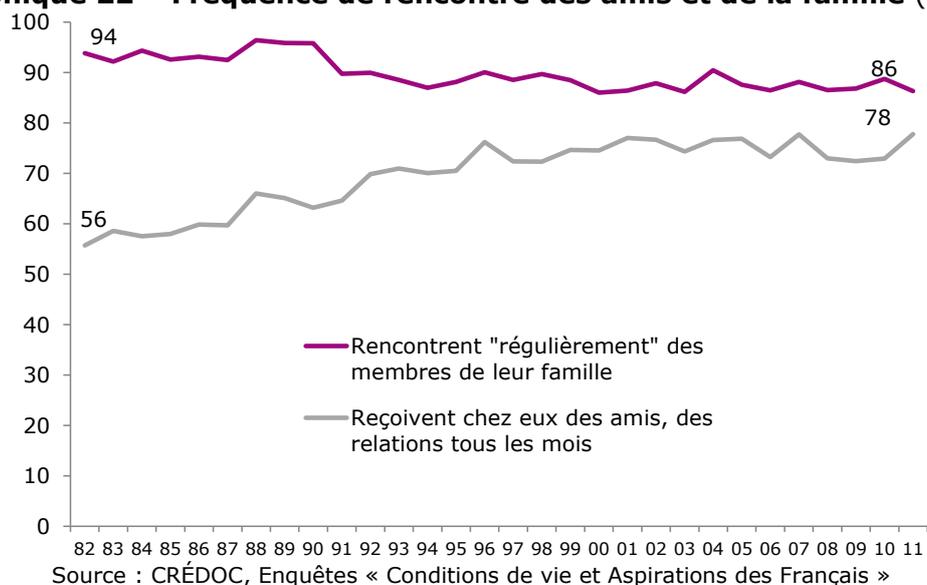


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Le registre des relations aux autres n'échappe pas à cette tendance sociétale. Le cercle relationnel s'élargit, le cadre familial perd de son influence. En 1979, 70% des Français approuvaient l'idée que « la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu » ; ils ne sont plus que 60% cette année. Les rencontres avec la famille s'espacent : 86% de la population rencontrent régulièrement des membres de leur famille en 2011, contre 94% au début des années 1980.

Mais si l'individu souhaite s'émanciper de structures sociales imposées, il n'en est pas moins **demandeur de liens et de relations avec les autres**. Ainsi, les moments d'échange avec les amis deviennent de plus en plus fréquents : en 2011, 78% de la population reçoivent tous les mois des amis chez eux (contre 56% en 1982). La participation associative reste élevée et concerne, depuis vingt ans, près d'une personne sur deux (45% en 2011).

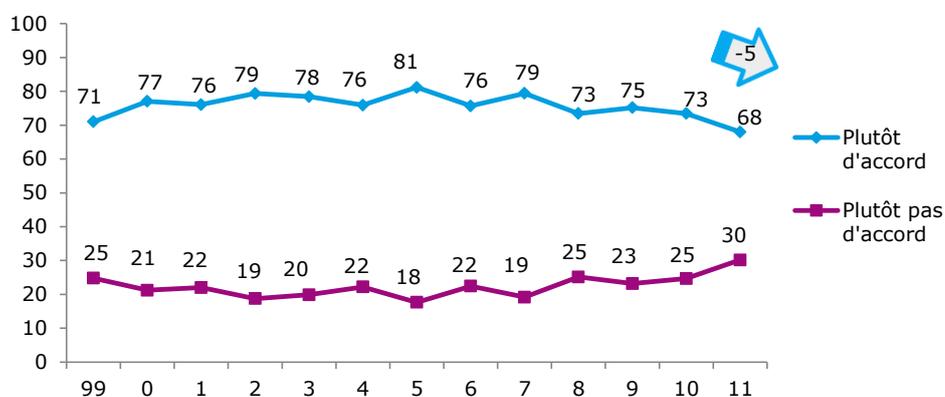
**Graphique 22 – Fréquence de rencontre des amis et de la famille (en %)**



*b) Une attente de cohésion sociale renforcée par la crise*

Il semblerait que **la crise actuelle ait renforcé les attentes en matière de cohésion sociale**. Tout d’abord, **l’empathie envers les publics en difficulté gagne du terrain** : 62% de la population considèrent aujourd’hui que les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis (soit 2 points de plus qu’en 2010). Et si elle reste nettement majoritaire, la proportion de Français convaincus des effets déresponsabilisants des minima sociaux recule sensiblement cette année (68%, -5 points), poursuivant le mouvement entamé l’an dernier (-2 points entre 2009 et 2010). Les critiques envers les allocations atteignent ainsi leur niveau le plus bas depuis dix ans, signe d’une attitude plus solidaire vis-à-vis des plus modestes. L’enquête montre que la compassion se diffuse d’ailleurs dans l’ensemble des catégories sociales.

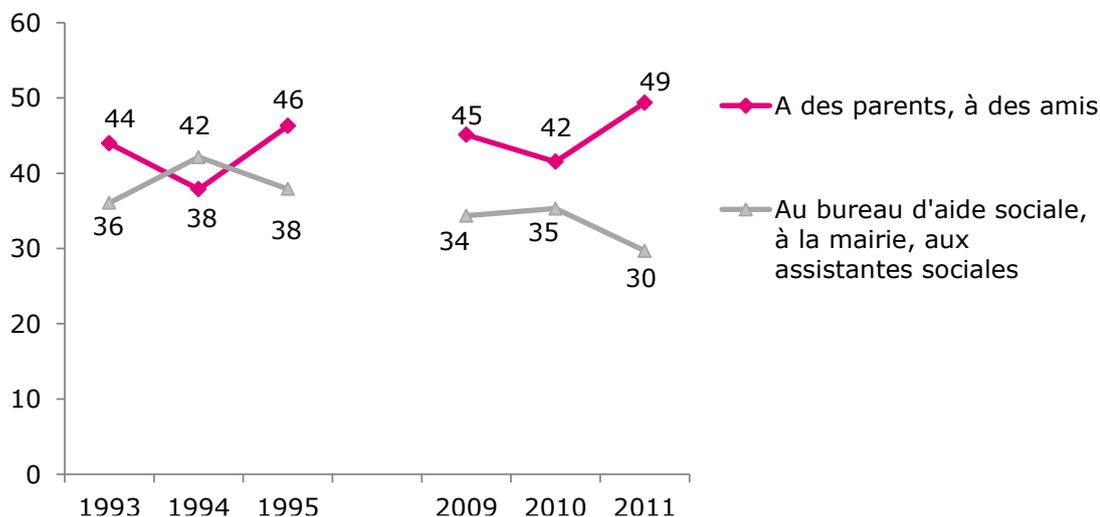
**Graphique 21 – Accord ou désaccord avec l’affirmation suivante « Il est parfois plus avantageux de percevoir des minima sociaux que de travailler avec un bas salaire » (en %)**



Autre mouvement significatif au début 2011 : nos concitoyens sont particulièrement nombreux cette année à envisager de **faire appel à leur entourage** en cas de chômage prolongé (49%, +7 points en un an) et songent beaucoup moins que par le passé à s'appuyer sur les acteurs de l'aide sociale (30%, -5 points). A titre de comparaison, lors de la crise de 1993-1994, les bureaux d'aide sociale, les mairies et assistantes sociales apparaissaient, plus souvent des soutiens privilégiés en cas de coup dur (42%, +6 points entre 1993 et 1994). Jamais, depuis près de vingt ans que nous suivons cet indicateur, la population n'a envisagé aussi clairement faire appel à la **solidarité interpersonnelle**.

**Graphique 23 - Si vous, et votre famille, par suite d'un chômage prolongé, vous vous trouviez sans ressources, à qui vous adresseriez-vous en premier lieu pour tenter de résoudre ces difficultés ? (en %)**

Premières réponses données parmi une liste incluant les possibilités suivantes : un syndicat, une association professionnelle, les Caisses d'Allocations Familiales, un organisme d'entraide (Secours Populaire, Secours Catholique, associations, ...)

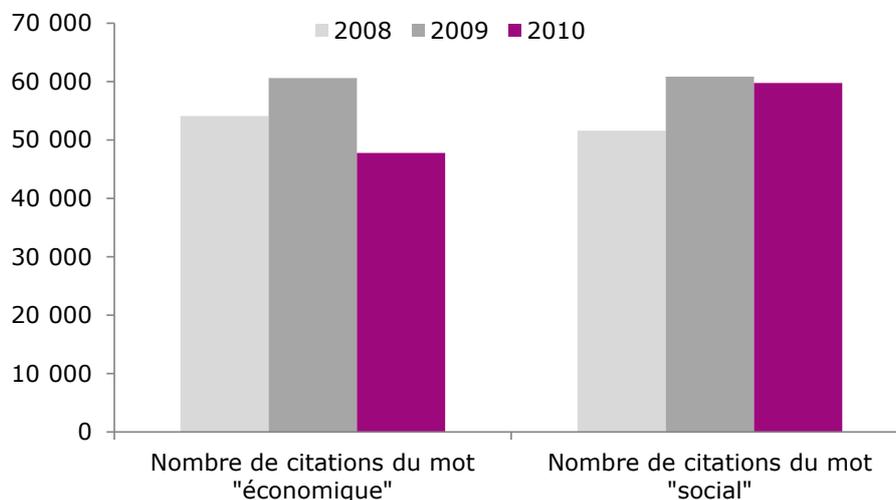


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Le succès inattendu du film « Les petits mouchoirs » (au 2<sup>e</sup> rang des entrées en salle de cinéma en 2010) ou du récent livre de Stéphane Hessel, qui prône un plus grand investissement de chacun dans la société, témoignent de la vivacité du questionnement du public sur la place occupée par chaque individu dans le corps social et de ses relations avec les autres. Le décompte du nombre de citations des mots « économique » et « social » dans les principaux titres de la presse française confirme les préoccupations croissantes pour le « social ». Entre 2008 et 2009, la crise du système bancaire et financier et les inquiétudes quant à la gravité de ses conséquences sur l'économie mondiale avaient placé l'économie au centre de tous les débats : la fréquence de citation du mot « économique » a ainsi augmenté de 12% entre 2008 et 2009, mais il a diminué ensuite à un niveau légèrement inférieur à celui de 2008. Le mot « social », qui avait lui

aussi progressé entre 2008 et 2009, se maintient en 2010. Tout se passe comme si les difficultés économiques du pays et leurs conséquences pour le tissu social (chômage, précarité, pauvreté, etc.) avaient ravivé l'intérêt de l'opinion pour ces questions.

**Graphique 24 – Dans la presse : après l'« économique », le « social » (en %)**

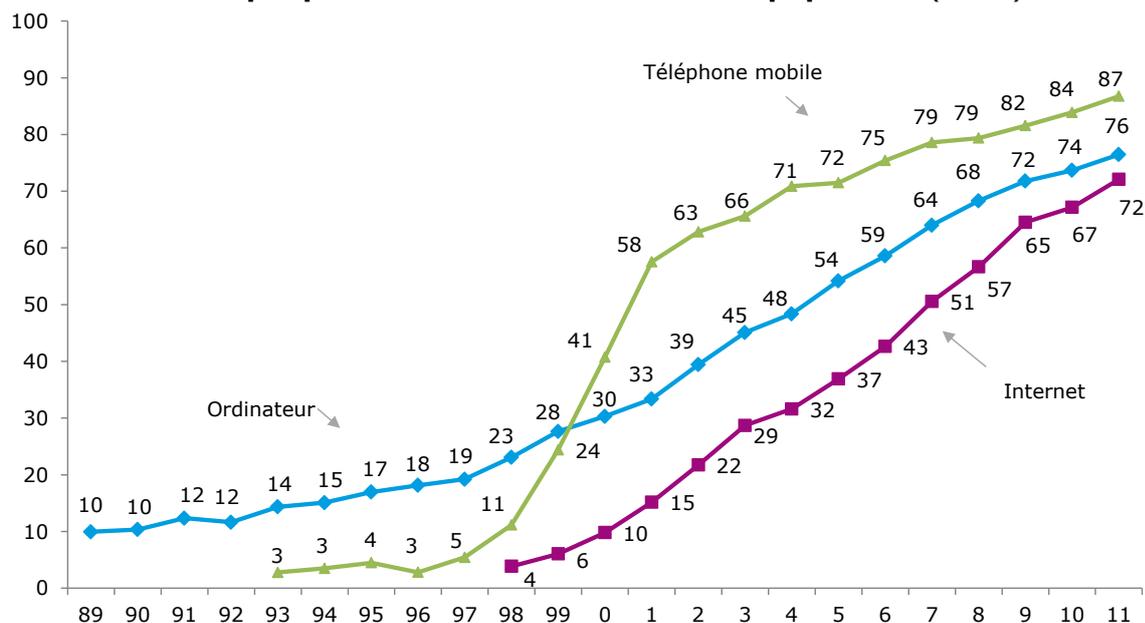


Source : Calculs CRÉDOC. Méthodologie : nombre d'articles, publiés entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre de chaque année, citant les mots « économique » et « social ». La recherche a porté sur les titres de presse suivants : Alternatives Economiques, Aujourd'hui en France, Courrier International, L'Express, La Charente Libre, La Croix, La Tribune, Le Figaro, Le Monde, Le Parisien-Aujourd'hui en France, Le Point, Le Progrès, L'Expansion, L'Humanité, Libération, L'Indépendant, et Sud-Ouest

### c) Internet et l'équation du « je » et du « nous »

**L'engouement pour les technologies de l'information et de la communication (TIC)** se poursuit cette année encore : 87% des Français sont équipés d'un téléphone mobile (+3 points en un an), 76% disposent d'un ordinateur (+2 points) et 72% ont un accès à Internet à domicile (soit 5 points de plus en un an). Ce phénomène concerne l'ensemble des groupes sociaux. A titre d'exemple, même les plus âgés, moins équipés que la moyenne, suivent ce mouvement : le taux d'accès Internet à domicile atteint ainsi cette année 60% chez les 60 -69 ans (il progresse de 7 points par rapport à 2010) et il est de 29% chez les 70 ans et plus (soit un gain de 6 points en un an). La rapidité de diffusion des TIC dans la société est exceptionnelle dans l'histoire des biens de consommation : jamais une progression d'une telle ampleur n'avait été observée dans l'équipement des foyers français.

**Graphique 25 – Evolution des taux d'équipement (en %)**



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Malgré ce succès, prospère l'idée qu'à mesure du développement de ces technologies, se bâtit une société froide, éloignant nos contemporains les uns des autres. Les projections futuristes d'un monde où les technologies viendraient détruire le lien social et où chacun, devant sa machine, serait coupé du monde, sont récurrentes. Les analyses conduites à partir de l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » révèlent en réalité que la **formidable appétence pour les TIC s'inscrit dans une double aspiration à exprimer son identité personnelle tout en cherchant à nouer des liens avec autrui.**

En effet, en contrôlant les effets d'âge, de diplôme, de taille du foyer, de profession et catégorie socioprofessionnelle, de revenus et de taille d'agglomération à l'aide d'une régression logistique, nos analyses montrent que le fait de disposer d'Internet réduit la probabilité de se sentir seul de 35%<sup>11</sup>. Autrement dit, le simple fait d'utiliser Internet depuis chez soi renforce le sentiment que l'on est connecté, relié au monde et aux autres. A titre de comparaison, une personne qui rencontre régulièrement les membres de sa famille a deux fois moins de risques de déclarer se sentir seule. L'habitude de recevoir au moins une fois par mois des amis chez soi réduit elle aussi de 43% le sentiment de solitude. Le prodigieux essor des réseaux sociaux auxquels participent déjà plus d'un tiers des Français, et 77% des moins de 25 ans<sup>12</sup>, est un exemple parlant du

<sup>11</sup> Pour ces calculs, nous avons même neutralisé l'influence des variables « fréquente régulièrement sa famille » et « reçoit souvent des amis ou des relations chez soi ».

<sup>12</sup> Voir Régis Bigot et Patricia Croutte, *La diffusion des technologies de l'information et de la communication dans la société française, Étude 2010*, Collection des Rapports n°269, 2010, CRÉDOC, [http://www.arcep.fr/uploads/tx\\_gspublication/rapport-credoc-2010-101210.pdf](http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/rapport-credoc-2010-101210.pdf)

souhait de lien social qui s'exprime par les TIC. Chacun vient y exprimer ses centres d'intérêt personnels, la subjectivité de ses opinions ou son humeur, et par ce biais, s'intègre dans un groupe, fait lien avec les autres. Si les échanges « *on line* » ne remplacent pas les rendez-vous en chair et en os, certains y trouvent **une voie permettant de concilier le désir d'être un individu autonome**, à même de tracer son chemin personnel, **et le souhait d'intégration sociale**.

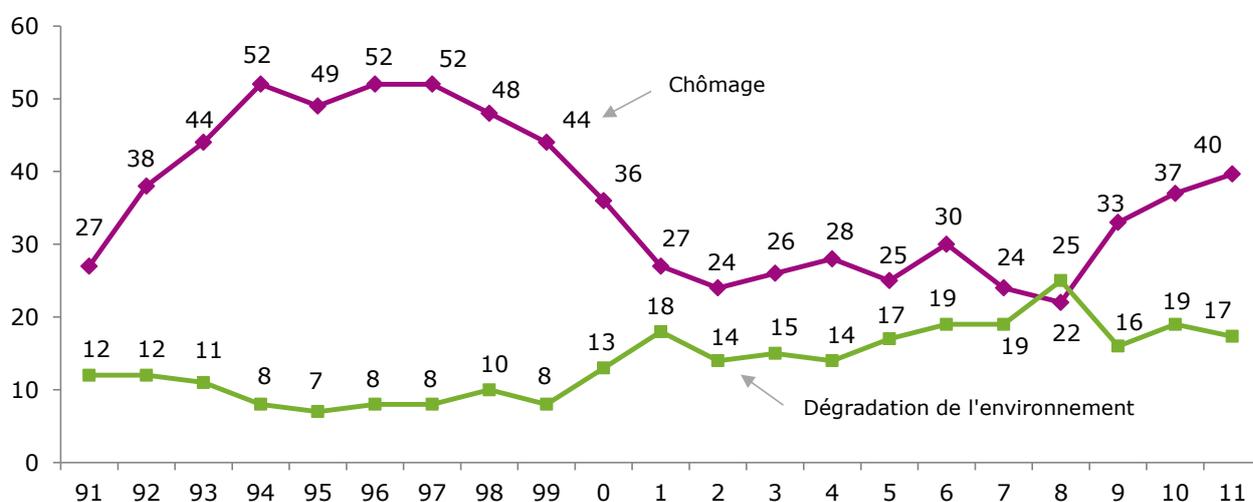
## 7. Environnement : une sensibilité qui se diffuse, des préoccupations changeantes

Rappelons, au préalable, que le terrain de l'enquête s'est terminé avant le tsunami au Japon, un phénomène qui risque de faire évoluer les positionnements de l'opinion en matière d'environnement dans les mois à venir.

### a) La crise relègue l'environnement au second plan

Le haut niveau de chômage, les incertitudes quant à la sortie de crise économique, les débats et mouvements sociaux autour des retraites, la crise monétaire européenne, les premiers soulèvements arabes ont beaucoup mobilisé et fait parler d'eux entre la mi-2010 et février 2011. Au regard de cette actualité chargée, les questions environnementales ont relativement peu occupé la sphère publique, si ce n'est au travers d'événements climatiques exceptionnels — nous y reviendrons. De fait, sur le plan politique, le sommet de Cancun s'est tenu sans soulever le même intérêt que n'avait suscité celui de Copenhague. La percée des écologistes aux élections européennes de 2009 ne s'est pas rééditée lors des élections régionales de 2010. Dans un tout autre domaine, le succès de deux films de fiction à composante écologique, « Avatar » et « 2012 », figurant parmi les dix films les plus vus en 2009, n'a pas réellement eu d'équivalent en 2010. Nous l'avons évoqué précédemment, les préoccupations pour la dégradation de l'environnement ne recueillent que 17% des suffrages en 2011 (-2 points) : elles sont reléguées cette année à l'arrière-plan en raison des inquiétudes vis-à-vis du chômage (40%, +3 points, la corrélation négative entre ces deux sujets apparaît clairement dans le graphique suivant).

**Graphique 26 - Proportion d'individus qui citent la dégradation de l'environnement ou le chômage comme l'un des deux sujets qui les préoccupent le plus (en %)**

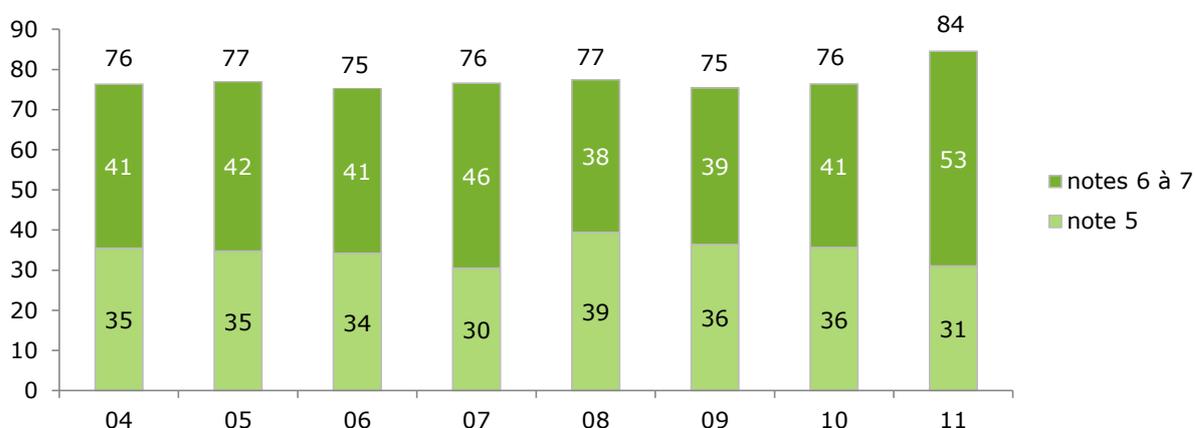


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

## b) Mais la sensibilité environnementale continue de se diffuser dans la société française

Cette hiérarchie des préoccupations ne doit pourtant pas être lue comme le signe d'un désintérêt pour les enjeux environnementaux. Depuis quelques années, nous proposons aux enquêtés de se positionner sur une échelle de sensibilité à l'environnement, allant de 1 à 7. Il s'agit là d'un indicateur en valeur absolue, et non relative comme précédemment. Depuis 2004, plus des trois quarts des enquêtés affichent un intérêt certain pour la planète. En 2011, on note un **nouvel élan dans la prise de conscience écologique** : 84% de la population se disent sensibles à l'environnement (+8 points par rapport à 2010), et la proportion d'individus « très sensibles » devient même majoritaire, passant de 41% à 53% : +12 points en un an. Ce mouvement touche toutes les catégories sociales et l'ensemble du territoire sans exception.

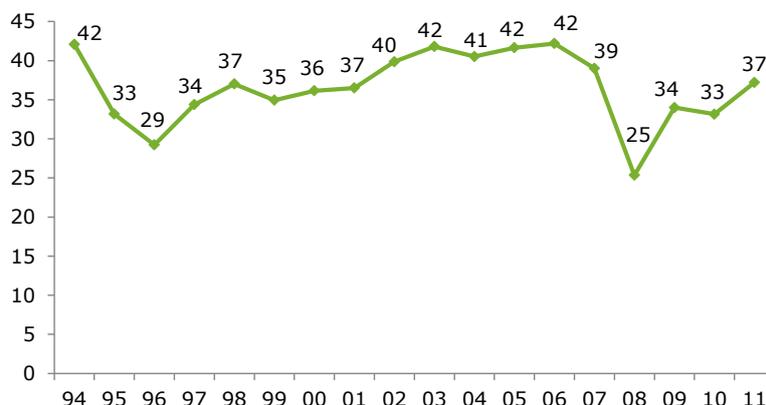
**Graphique 27 - Chacun peut se sentir plus ou moins concerné par les problèmes d'environnement. Vous-même, pouvez-vous vous classer sur une échelle de sensibilité à l'environnement, de 1 si vous y êtes « totalement insensible » à 7 si vous y êtes « très sensible ». Comment vous classez-vous ? (en %)**



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

De plus, nos concitoyens semblent davantage prêts que par le passé à payer davantage de **taxes dédiées à la défense de l'environnement** (37%, +3 points). Rappelons, sur ce point que, depuis 2008 — période d'extrême tension autour des questions de pouvoir d'achat —, la population était assez réticente à tout nouvel effort fiscal. Certes, la remontée observée en 2011 est timide et l'on ne retrouve pas les niveaux atteints en 2003-2007, mais la progression cumulée depuis 2008 atteint maintenant 12 points.

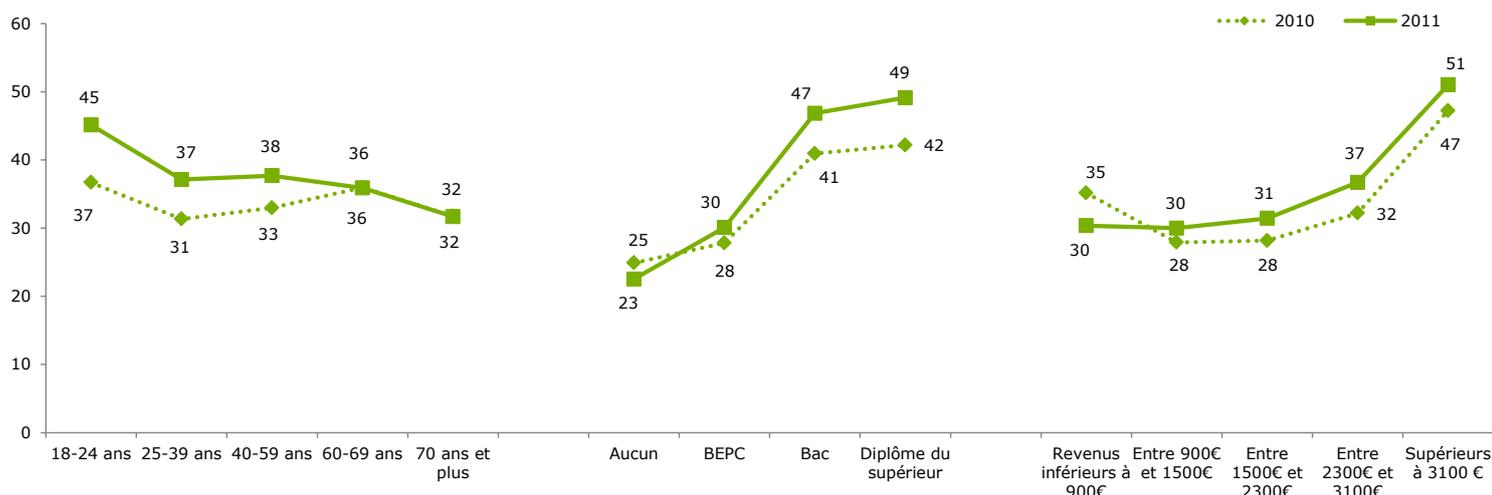
**Graphique 28 - Pour lutter contre la dégradation de l'environnement, seriez-vous prêt, vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement ? (% de oui)**



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

La disposition à payer davantage de taxes affectées à l'environnement reste très liée au **niveau de ressources** du foyer et il n'est pas anodin de constater que les bas revenus, plus touchés par la crise économique, vont à contre-courant du mouvement observé dans l'ensemble du corps social (-5 points). La progression de l'assentiment à s'acquitter de taxes environnementales est en revanche particulièrement fort chez les diplômés du supérieur (+7 points) — public généralement acquis à la protection de la planète — mais aussi, et cela est plus nouveau, **chez les jeunes** (+8 points en un an).

**Graphique 29 – Proportion de personnes disposées à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l'environnement selon l'âge, le diplôme et le niveau de revenus mensuels du foyer (en %)**

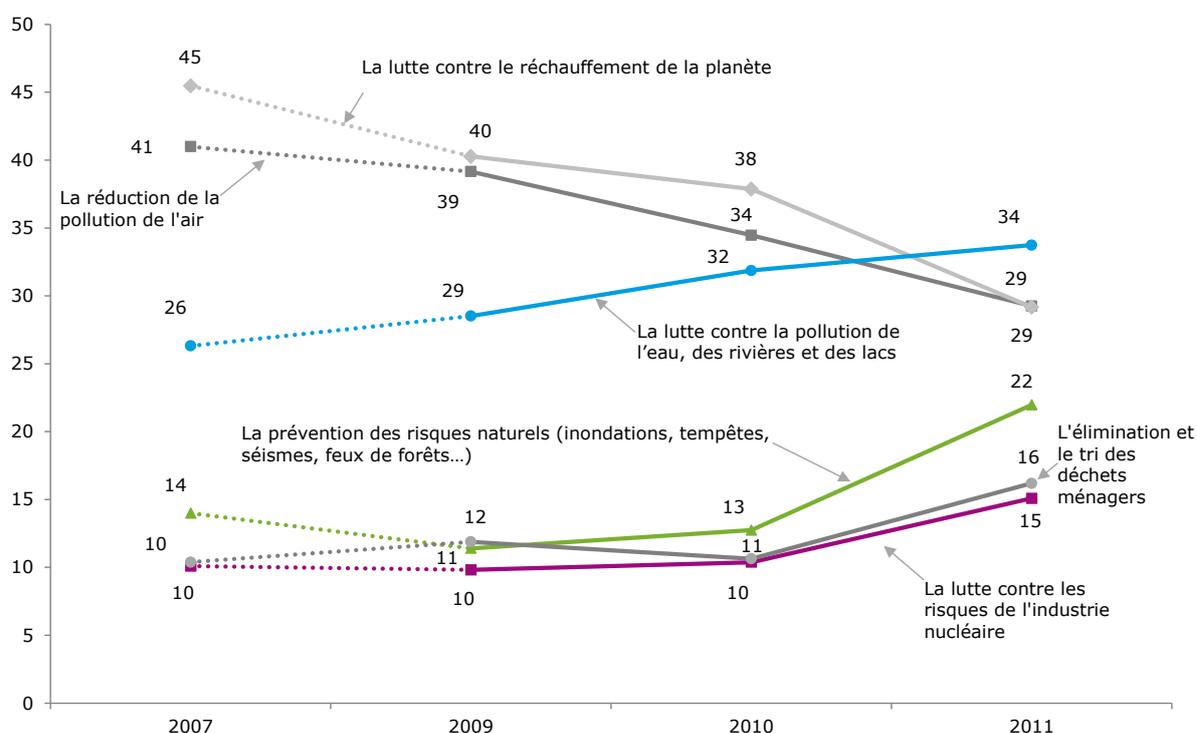


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

### c) Attentes d'actions de l'Etat dans le domaine de l'eau et des catastrophes naturelles

L'augmentation de la sensibilité écologique recouvre toutefois **des préoccupations changeantes** au cours du temps<sup>13</sup>. **La pollution de l'air**, par exemple, semble de moins en moins prioritaire depuis quatre ans : 29% de la population pensent que les pouvoirs publics devraient intervenir principalement dans ce domaine, c'est 12 points de moins qu'en 2007. Faut-il y voir un effet de l'amélioration de la qualité de l'air ?<sup>14</sup> Notre enquête mettait déjà en évidence en juin 2010 une diminution de la gêne ressentie par la population par rapport à la pollution de l'air<sup>15</sup>. Celle-ci semble aujourd'hui trouver une traduction directe dans les priorités assignées aux pouvoirs publics.

**Graphique 30 - Quelles sont, selon vous, les deux actions que l'Etat doit mener en priorité dans le domaine de la protection de l'environnement ?**  
(cumul des deux réponses, en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Note : ce graphique ne présente pas la liste exhaustive des réponses, qui intègre aussi le recours à des technologies respectueuses de l'environnement (20% en 2011), la sauvegarde des plantes et des animaux (19%), la protection des paysages (9% en 2011) et la lutte contre le bruit (6%).

<sup>13</sup> Pour plus de détail sur cette thématique, voir Régis Bigot et Sandra Hoibian, « Les Français avancent à grands pas sur la longue route écologique », Cahier de recherche n°272, CRÉDOC, à paraître

<sup>14</sup> Voir CITEPA, Inventaire des émissions de polluants atmosphériques en France, séries sectorielles et analyses étendues (format Secten), avril 2010, <http://www.citepa.org/publications/secten-avril%202010.zip>

<sup>15</sup> Voir Sandra Hoibian, « Enquête sur les attitudes et comportements des Français en matière d'environnement, Edition 2010 », rapport CRÉDOC pour l'ADEME, n°270, octobre 2010, <http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R270%20V1.pdf>

**La lutte contre le réchauffement climatique** occupe, elle aussi, de moins en moins d'importance dans les esprits (-16 points en quatre ans). Les polémiques autour du « Climategate »<sup>16</sup> et les débats suscités par les conclusions du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (Giec)<sup>17</sup> ont peut-être conduit nos concitoyens à relativiser les enjeux liés au réchauffement climatique. Il n'est pas impossible non plus que la diffusion de la sensibilité environnementale dans la population contribue à multiplier les sujets d'intérêt et à réévaluer en permanence les priorités dans le domaine de l'environnement.

Dans le même temps, **la lutte contre la pollution de l'eau** arrive, pour la première fois depuis quatre ans, en tête des attentes (34%, +8 points en quatre ans). Le domaine semble gagner du terrain de façon continue depuis 2007, mais on peut supposer que la marée noire survenue dans le golfe du Mexique au printemps 2009 a renforcé les inquiétudes à ce sujet.

Les nombreuses catastrophes géologiques et perturbations climatiques intervenues en 2010 — tremblements de terre à Haïti ou au Chili, éruption du volcan islandais Eyjafjöll, tempête Xynthia en France, chutes de neige importantes aux Etats-Unis et en Europe — ont apparemment fortement marqué les esprits, plaçant subitement la demande de mise en place de **prévention des risques naturels** au quatrième rang des priorités (22%, +9 points en un an).

Notons enfin le regain d'intérêt pour l'élimination des déchets ménagers (16%, +5 points) et la lutte contre les risques de l'industrie nucléaire (15%, +5 points). Nul doute que la **violence du séisme et du tsunami** qui se sont abattus sur le Japon en mars 2011 et les incidents survenus à cette occasion dans la centrale de Fukushima maintiendront à un niveau élevé, voire amplifieront l'an prochain, la demande de prévention des risques de catastrophes naturelles et la vigilance à l'égard des risques de l'industrie nucléaire.

---

<sup>16</sup> Au mois de novembre 2009, ont été divulgués un ensemble de courriels et de fichiers de responsables du Climatic Research Unit de l'Université d'East Anglia et de leurs correspondants, donnant naissance à de nombreuses critiques.

<sup>17</sup> Des erreurs dans le rapport de 2007 du Giec, portant notamment sur la fonte des glaciers de l'Himalaya, ont quelque peu entaché la crédibilité du groupement.

## Conclusion

---

*Deux ans après le déclenchement de la crise, le corps social est encore convalescent. Les stigmates toujours présents témoignent à la fois de la violence et de la soudaineté du choc, mais aussi de l'état de souffrance dans lequel était déjà plongée l'opinion avant la crise. Au début 2011, les indicateurs sont toujours dans le rouge. Nos concitoyens sont moins déprimés qu'ils ne l'étaient en 2009 ou en 2010, mais ils sont aussi pessimistes qu'en 2007. Le chemin à parcourir pour retrouver le dynamisme des années 1999-2003 semble bien long.*

Les principaux résultats de la note de conjoncture sociétale 2011 tiennent en six points :

1. Au début 2011, 46% des personnes interrogées estiment que leur niveau de vie s'est dégradé depuis une dizaine d'années. 27% seulement perçoivent une amélioration (ces derniers sont néanmoins plus nombreux cette année, +2 points). L'indicateur résumé du moral des ménages élaboré par le CRÉDOC reste négatif pour la huitième année consécutive et le rebond constaté en 2010 — qui se confirme en janvier 2011 — est loin de nous ramener dans la zone de confiance.
2. Le sentiment de déclassement social s'est enraciné durant la dernière décennie. Au début 2011, seuls 33% de nos concitoyens pensent faire partie des classes moyennes supérieures ou du haut de l'échelle sociale ; 67% se voient plutôt dans le bas de l'échelle ou, au mieux, parmi les classes moyennes inférieures. En 1999, 39% se reconnaissaient parmi les mieux lotis. Les classes moyennes ne sont pas les seules à sentir un décrochage : cette impression traverse l'ensemble du corps social, aussi bien les cadres et les diplômés que les ouvriers, les employés ou les bas revenus.
3. Aujourd'hui plus encore que l'an dernier, le chômage est la principale préoccupation des Français. La nouveauté, cette année, est que la pauvreté dans notre pays se hisse au second rang. En arrière-plan, 70% des personnes interrogées anticipent que le sous-emploi se développera encore durablement et plus de deux personnes sur trois se disent inquiètes, pour elles-mêmes ou pour leurs proches, du risque de chômage.
4. La société française donne des signes de repli sur elle-même : hantés par le spectre du chômage et de la pauvreté en France, nos concitoyens semblent, cette

année, moins sensibles à la dégradation de l'environnement ou à la misère dans le monde. Ils s'inquiètent plus souvent de la violence et de l'insécurité dans notre pays et se retournent vers des valeurs familiales relativement plus traditionalistes.

5. Paradoxalement, au début de l'année 2011, le sentiment de devoir s'imposer régulièrement des restrictions budgétaires recule de manière significative, passant de 65% à 57% en seulement douze mois. Il faut dire que l'inflation a été stoppée en 2009 et qu'elle reste inférieure à la progression des salaires en 2010. Finalement, ces deux dernières années auront permis aux consommateurs de retrouver certaines marges de manœuvre. Souhaitons que la hausse des prix du pétrole et des matières premières enregistrée depuis le début de l'année 2011 ne remette pas en cause cette embellie.
6. Enfin, la crise financière a rendu l'opinion très exigeante en matière de régulation économique. Aujourd'hui, 87% de nos concitoyens estiment que le système bancaire et financier doit être mieux contrôlé par les pouvoirs publics. En 2001, 52% estimaient que l'Etat devait faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté ; ils ne sont plus que 38% à partager ce point de vue au début 2011. Dans le même intervalle, les jugements portés sur la mondialisation se sont radicalisés : aujourd'hui, 62% considèrent que la mondialisation des échanges présente plutôt des inconvénients. L'opinion était beaucoup plus nuancée sur ce point en 2002 : 46% y voyaient des inconvénients, mais 43% y percevaient des avantages.

Les deux années qui viennent de s'écouler ont profondément déséquilibré la société française. Le choc fut d'autant plus mal vécu que le moral des ménages était déjà moribond en 2008 après plusieurs années de frustrations croissantes — notamment en termes de pouvoir d'achat. Au début 2011, le rebond de l'opinion se confirme mais le corps social panse encore ses blessures. Tenté par un repli sur lui-même, il semble en attente de protection, de cohésion sociale et de régulation.

## **Annexe : une visualisation de l'état de l'opinion au début 2011**

---

Réalisée depuis trente-trois ans, l'enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* » permet d'analyser, dans la durée, l'évolution de l'état de l'opinion, ses grandes tendances, à travers notamment le suivi d'une série de variables significatives.

Seize de ces variables sont, chaque année, sélectionnées pour bâtir ce que l'on appelle « **L'Espace Général des Opinions des Français** »<sup>18</sup>. La particularité de cette analyse est qu'elle repose sur des variables qui ne traitent pas des situations objectives des enquêtés, mais qui correspondent à des **données de perceptions et d'opinions**. Il s'agit, d'une part d'informations concernant la perception qu'ont les Français de leurs conditions de vie personnelles (cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son état de santé ou de son budget...) et d'autre part, de jugements généraux qu'ils portent sur des grands sujets de société (tels que la justice, le système de santé, la famille, le mariage, les transformations sociétales).

La batterie des questions retenues, utilisées comme variables actives d'une analyse des correspondances multiples, permet donc de construire, sur l'ensemble de la période<sup>19</sup>, *L'Espace Général des Opinions des Français*. Cet espace permet d'observer à la fois la trajectoire suivie par **l'ensemble** de la population française depuis 1979 (on peut ainsi visualiser la place occupée par l'opinion en ce début 2011) et la façon dont les différents **groupes socio-démographiques** s'y positionnent à chaque période d'enquêtes, et notamment ces dernières années.

Il ressort de cette analyse que **le moral des ménages poursuit l'amélioration entamée au début 2010**. Le niveau de pessimisme record enregistré en 2009 est derrière nous, même si nous n'avons pas encore regagné la « zone de satisfaction ». Par ailleurs, cette **amélioration n'est pas perçue de la même manière dans toutes les franges de la population** : les plus modestes et les plus précaires restent particulièrement pessimistes. Notons enfin un **léger repli du corps social vers des valeurs plutôt traditionalistes**, peut-être en lien avec une certaine perte de repères après le choc économique de 2008-2009.

---

<sup>18</sup> On trouvera la liste des variables retenues page suivante.

<sup>19</sup> Les travaux réalisés par le CRÉDOC ont, en effet, montré la relative stabilité, depuis début 1979, de la structure de ces opinions. Voir, en particulier, « *L'Espace des Opinions des Français - 19 ans d'observations* », Cahier de Recherche du CRÉDOC, n° 122, octobre 1998. Cette relative stabilité se confirme une nouvelle fois cette année.

### **Liste des seize variables actives de l'analyse**

- Evolution ressentie du niveau de vie personnel au cours des dix dernières années.
- Evolution ressentie du niveau de vie des Français au cours des dix dernières années.
- Evolution attendue de ses conditions de vie dans les cinq prochaines années.
- Sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget.
- Opinion sur son cadre de vie quotidien.
- Opinion sur les dépenses de logement (arrive à y faire face ou pas).
- Satisfaction vis-à-vis de son état de santé personnel.
- Souffrance de symptômes ou maux de société (indicateur synthétique du nombre de maux dont on souffre, parmi les suivants : maux de tête, mal de dos, nervosité, état dépressif, insomnies).
- Accord avec l'idée : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu".
- Opinion sur le mariage : indissoluble/dissout si problème grave/dissout si accord.
- Opinion sur le travail des femmes.
- Opinion concernant l'effet des découvertes scientifiques en matière d'amélioration de la vie quotidienne.
- Opinion sur les transformations de la société (réformes radicales ou non).
- Opinion sur la justice.
- Accord avec l'idée : "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins".
- Accord avec l'idée : "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations".

### *a) L'Espace général des opinions (début 1979 - début 2011)*

Seize variables actives contribuent donc à la construction de « l'Espace Général des Opinions des Français »<sup>20</sup>, lequel met en évidence quatre zones d'opinions très marquées, issues de la combinaison des clivages : « **satisfaction/insatisfaction** » d'une part et « **modernisme/traditionalisme** » d'autre part (Graphique A1).

#### **Le premier axe : Satisfaction /Insatisfaction**

Le **premier axe** (horizontal) oppose, d'un côté, les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et mécontents du fonctionnement de la société à ceux qui, de l'autre côté, témoignent d'une satisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales,...), sont corrélés entre eux. **Il existe donc une propension à être systématiquement satisfait ou insatisfait.**

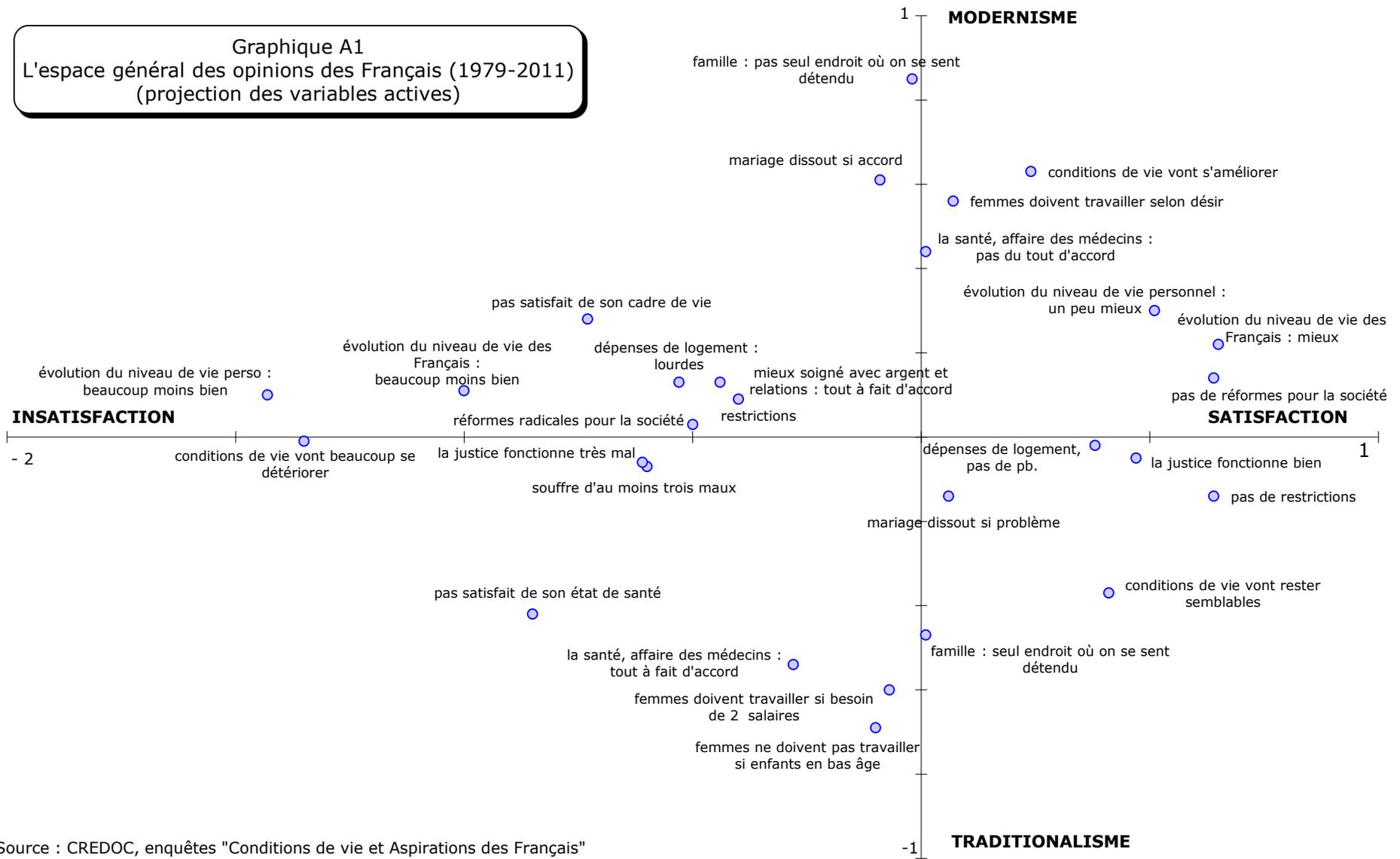
**Ainsi, à gauche de la carte (Graphique A1), figurent les individus "mécontents"**, qui pensent que leur niveau de vie personnel est beaucoup moins bon depuis dix ans et que leurs conditions de vie vont beaucoup se détériorer dans les cinq prochaines années. Ils ne sont pas satisfaits de leur état de santé, ni de leur cadre de vie, se plaignent de douleurs, de leurs charges de logement et déclarent plus souvent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget. Leur critique à l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante et ils souhaitent plus fréquemment des réformes radicales de la société française.

**A l'opposé (à droite du Graphique A1), se situe la zone dite de "satisfaction"** qui est, au contraire, marquée par un relatif optimisme : on pense là davantage que le niveau de vie des Français et le sien propre vont mieux depuis dix ans, que les conditions de vie personnelles vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq prochaines années. Les individus de cette zone ne s'imposent pas de restrictions, leurs dépenses de logement ne constituent pas un problème. Ils ne pensent pas que la société française a besoin de transformations profondes et ils estiment que la justice fonctionne bien.

---

<sup>20</sup> Il s'agit du premier plan factoriel de l'analyse des correspondances multiples réalisée. Cette analyse porte sur plus de 66 000 individus (trente-trois vagues d'enquêtes).

**Graphique A1**  
**L'espace général des opinions des Français (1979-2011)**  
 (projection des variables actives)



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

### ***Le deuxième axe : Traditionalisme/Modernisme***

Le **deuxième axe**, dont le contenu se résume, pour beaucoup, à l'opposition « modernisme-traditionalisme » en matière de mœurs, se détermine d'abord à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes.

**Au Nord du graphique, se projettent les individus ayant des opinions qu'on peut qualifier de « modernistes » en matière de mœurs** : ils pensent plutôt que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties, que les femmes devraient pouvoir travailler quand elles le désirent.

Mais on observe également que figurent au Nord les individus les plus confiants envers leurs conditions de vie à venir : cette variable, qui illustre une certaine confiance envers l'avenir, exerce une influence croissante depuis le début des années 2000. Le modernisme en matière de mœurs s'accompagne donc fréquemment d'une confiance en l'avenir plus accentuée.

**A l'inverse, au Sud du graphique, on trouve les « traditionalistes »**, qui estiment que le mariage est une union indissoluble, que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien, que les femmes ne doivent pas travailler si elles ont des enfants en bas âge ou qu'elles ne doivent le faire que si la famille n'arrive pas à vivre avec un seul salaire. On trouve aussi, ici, les individus qui délèguent au médecin la responsabilité de leur état de santé.

### ***b) Trente-trois ans d'évolution des opinions***

La projection dans l'espace défini ci-dessus de la variable « année d'enquête » permet de suivre l'évolution de l'ensemble de la population depuis le début 1979 (Graphique A2).

Le corps social a connu, dans cette période, de nombreux revirements et inflexions. Si l'on se contente de comparer le début et la fin de la période, **le mouvement général s'est fait en direction d'un modernisme accru et d'une plus grande insatisfaction**. Plus précisément, des mouvements de balanciers entre optimisme et pessimisme se sont succédés depuis une trentaine d'années.

La décennie 1980 débute dans le deuxième quadrant du plan factoriel, teintée d'optimisme mais placée sous le signe d'un fort traditionalisme en matière de mœurs. A part une brève incursion en 1985 dans la zone d'insatisfaction, l'essentiel des premières

années d'enquête se trouvent à l'Est du plan.

En revanche, en bas et à gauche de la carte, on repère très clairement les années noires du milieu des années 1990, dans le sillage de la crise économique de 1993.

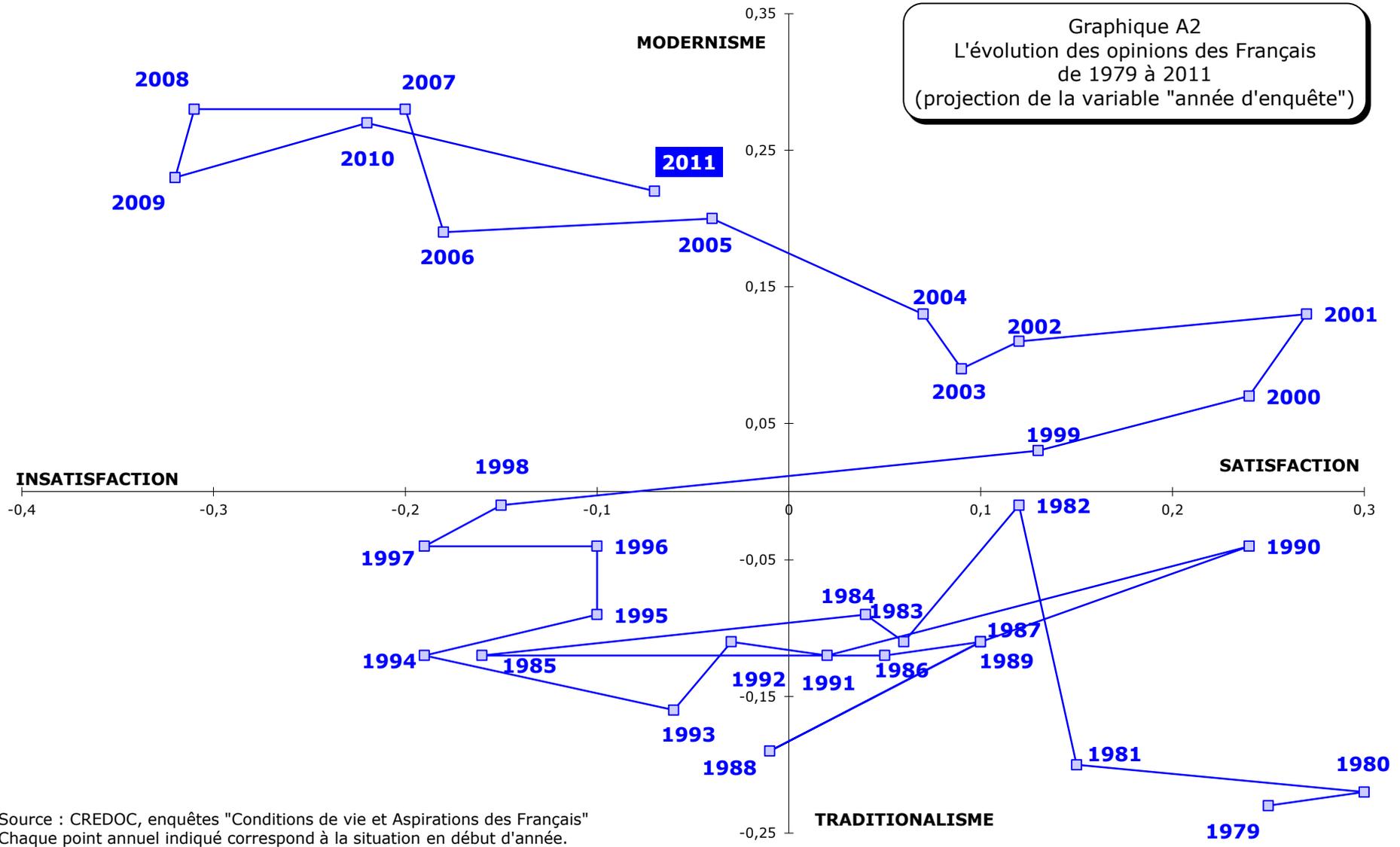
La remontée du moral des ménages à partir de 1998 est très nette : entre 1998 et 1999, l'opinion bascule radicalement de l'insatisfaction à la satisfaction. Jamais l'opinion n'avait parcouru un tel chemin en si peu de temps. Et c'est également à ce moment que l'opinion bascule vers plus de modernité, au moment où Internet et les technologies de l'information et de la communication entrent de plain-pied dans la vie des Français.

On visualise aussi sur la carte la plongée progressive du moral des ménages entre 2001 et 2009 : huit années consécutives de pessimisme croissant, se manifestant sur le graphique par une traversée de part en part de l'espace des opinions. 2007, 2008, 2009 et même 2010 resteront les années les plus désastreuses pour le moral de nos concitoyens depuis trente ans, les records précédents de mécontentement ayant été largement franchis.

Les années de crise plus récentes, celles du mitan des années 2000, se projettent en haut de la carte, plus à gauche que ceux de la précédente récession. La morosité est davantage prononcée aujourd'hui, mais nos concitoyens, en une décade, ont évolué vers davantage de modernisme.

**Après le début de retournement de situation enregistré l'an dernier, l'opinion continue, en 2011, de progresser vers plus de satisfaction.** Cette amélioration du moral de l'ensemble de la population n'est cependant pas suffisante pour que le point annuel repasse à droite du plan, dans la zone de satisfaction. Notons également un léger regain du traditionalisme en matière de mœurs, dont nous avons mis en évidence quelques manifestations au chapitre 3, p. 18 et suivantes.

Graphique A2  
L'évolution des opinions des Français de 1979 à 2011  
(projection de la variable "année d'enquête")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"  
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.

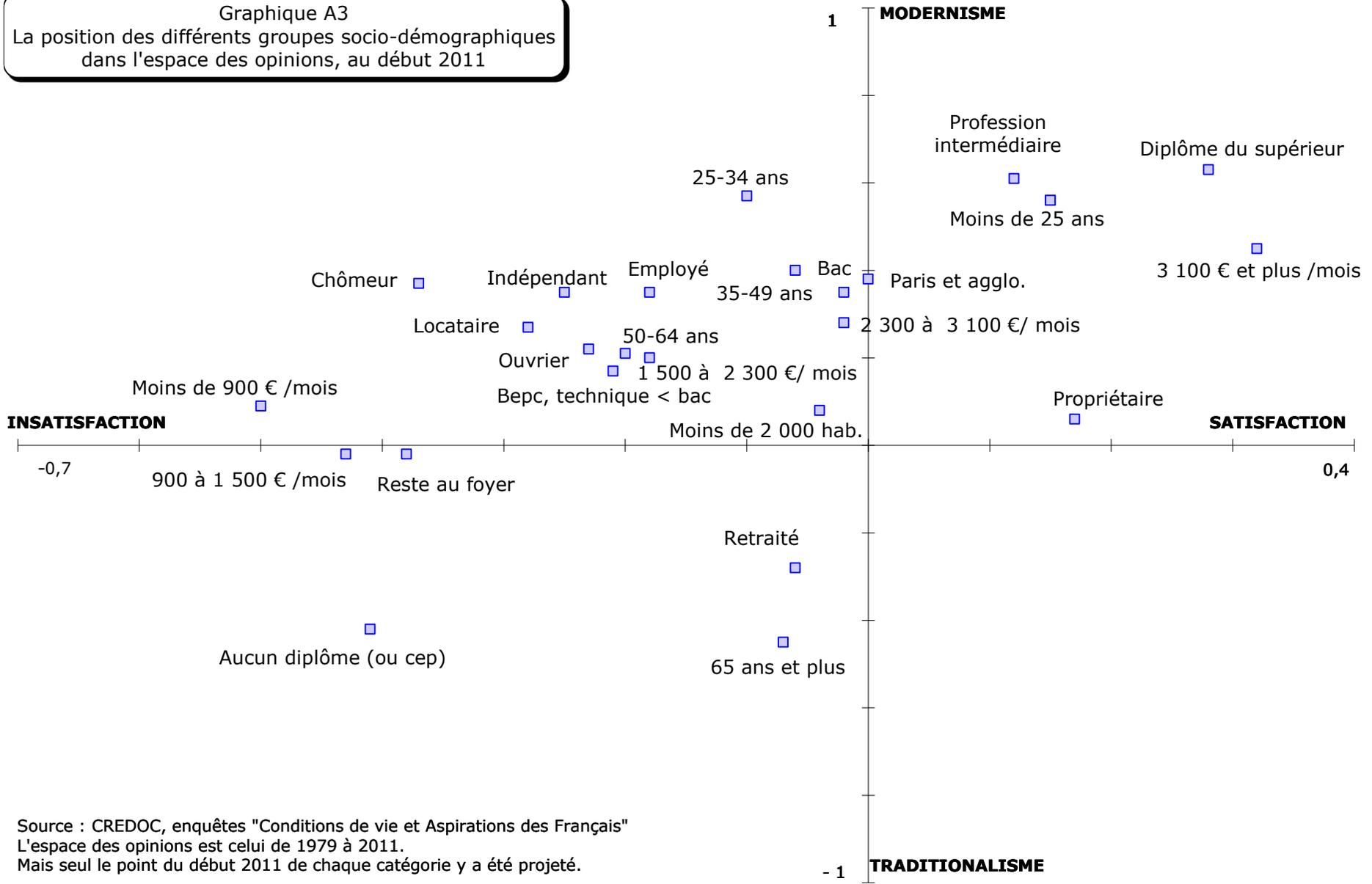
Si le **point moyen de l'année 2011** se situe dans le quatrième quadrant, dans la zone qui cumule modernisme et insatisfaction, la dispersion dans le premier plan factoriel des différentes catégories sociales, en cette même année, donne la mesure de **la diversité** des situations de chacun (Graphique A3).

La dimension la plus clivante est le premier axe, mesurant la satisfaction ou l'insatisfaction. L'état d'esprit des chômeurs est à mille lieues de celui des cadres et des professions intellectuelles supérieures. Les bas revenus, les non-diplômés, les personnes au foyer ou les locataires figurent aux avants-postes du mécontentement, tout à gauche de la carte. A l'inverse, quelques groupes s'échappent du marasme : les diplômés du supérieur, les hauts revenus, les moins de 25 ans, les professions intermédiaires et les propriétaires de leur logement affichent une relative satisfaction.

Par rapport à l'an dernier, les professions intermédiaires ont donc quitté la zone de mécontentement et les habitants de Paris et de son agglomération s'apprêtent à faire de même. Et si la tendance à l'amélioration du moral et à l'apaisement des craintes continue, les bacheliers, les 35-49 ans ou les revenus moyens-hauts pourraient bien, l'an prochain, faire partie des heureux élus.

L'axe vertical, qui tend à opposer les plus modernistes aux plus traditionalistes, départage essentiellement les plus âgés (65 ans et retraités) et les non-diplômés du reste de la population. La baisse générale du modernisme qui caractérise 2011 se traduit sur la carte. On trouve cette année, au Sud, deux groupes de plus qu'en 2010 : les personnes au foyer et ceux dont les revenus sont compris entre 900 et 1.500 euros. A l'extrême Nord, les nouvelles générations et les diplômés font figure de précurseurs en matière de mœurs et de tolérance vis-à-vis de l'évolution des modes de vie.

**Graphique A3**  
 La position des différents groupes socio-démographiques dans l'espace des opinions, au début 2011



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"  
 L'espace des opinions est celui de 1979 à 2011.  
 Mais seul le point du début 2011 de chaque catégorie y a été projeté.

### *c) Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes socio-démographiques*

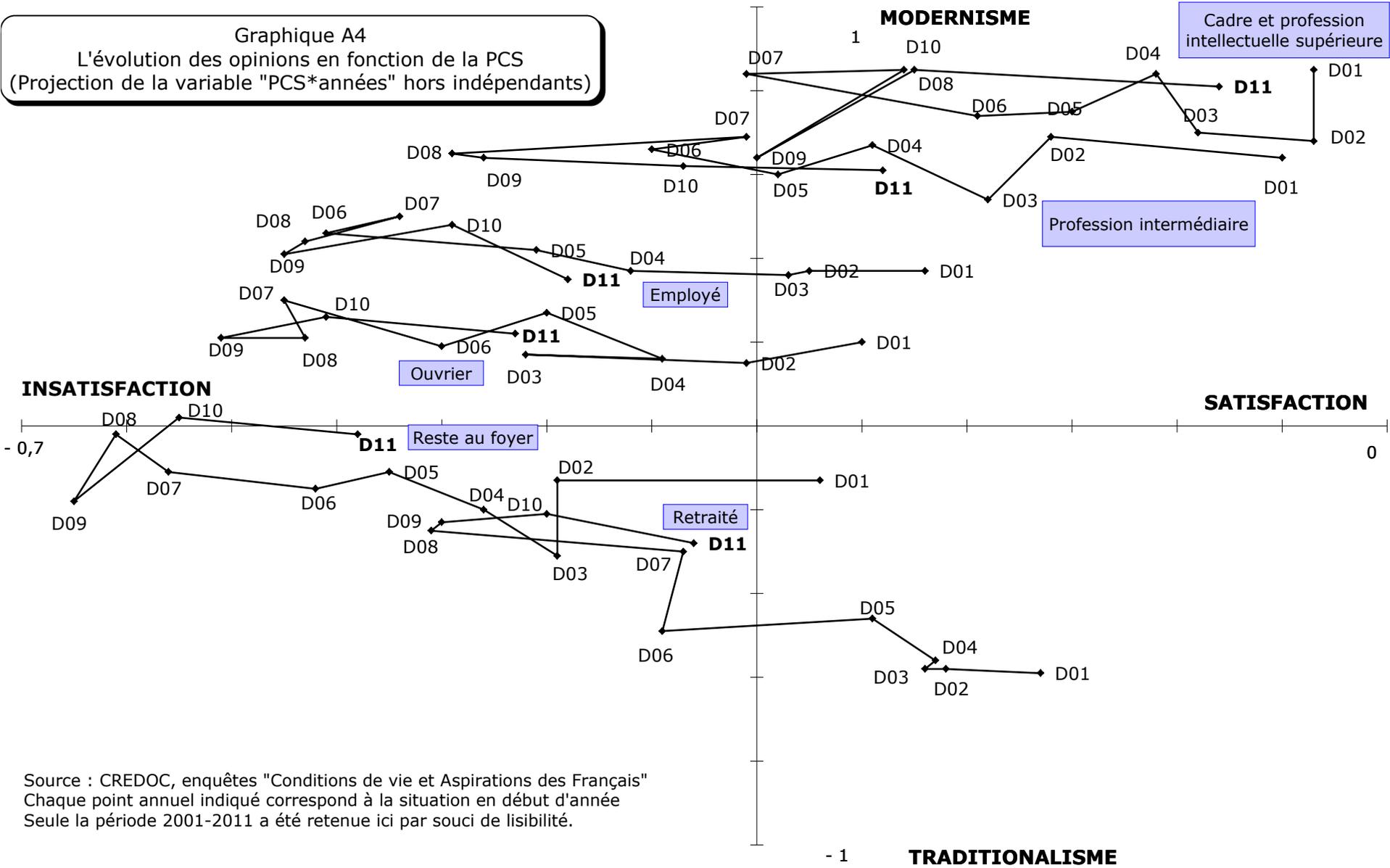
De la même façon que l'on peut décrire la trajectoire de l'ensemble de la population depuis 1979, on peut visualiser celle de chacune des principales catégories socio-démographiques sur les trente-trois dernières années. Nous avons cependant fait le choix, par souci de lisibilité, de ne présenter ici que les évolutions intervenues depuis 2001. La conclusion qui se dégage des graphiques présentés aux pages suivantes est que l'amélioration moyenne enregistrée globalement, pour l'ensemble de la population, ne concerne pas l'ensemble des strates qui composent la société française. Même si toutes les tranches d'âge connaissent une embellie, même si l'amélioration se vérifie quel que soit l'endroit où l'on réside, il est des catégories qui, en 2011, s'enfoncent un peu plus dans le pessimisme. Les travailleurs indépendants notamment, dont le sort nous avait déjà alertés l'an dernier, mais aussi les titulaires des plus bas revenus, dont le moral rechute cette année.

- Analyse selon la profession-catégorie sociale : à l'exception notable des travailleurs indépendants (Graphique A4 bis), toutes les autres professions opèrent une translation vers la droite du plan, signe d'un optimisme accru (Graphique A4). Les membres des professions intermédiaires ont rejoint, cette année, les cadres et les professions intellectuelles supérieures à droite du plan, dans la zone de satisfaction. S'agissant d'opinions en matière de mœurs, retraités et personnes au foyer se distinguent par leur traditionalisme.
- Analyse selon l'âge (Graphique A5) : toutes les tranches d'âge évoluent vers l'Est du graphique, traduction de l'amélioration généralisée du moral des Français. Pour certains (35-49 ans ou 50-64 ans), la progression est très sensible. Les plus jeunes et les seniors évoluent moins rapidement. Seuls les moins de 25 ans figurent à droite du plan. Les plus âgés se projettent, pour leur part, en bas du graphique : ils perdent, cette année, le petit gain de modernisme engrangé en 2009.
- Analyse selon la taille de l'agglomération de résidence (Graphique A6) : les trois groupes analysés (Paris et son agglomération, les villes de province de plus de 2.000 habitants, le rural) connaissent exactement le même mouvement entre 2010 et 2011. Leurs traits spécifiques subsistent donc : les habitants de la capitale restent plus modernistes et satisfaits : ils sont d'ailleurs sur le point de franchir l'axe vertical et de basculer dans la zone de satisfaction générale.
- Analyse selon le niveau de revenu (Graphique A7) : lorsqu'on s'intéresse aux seuls extrêmes (haut et bas de l'échelle des revenus), la tendance est, ici, à une

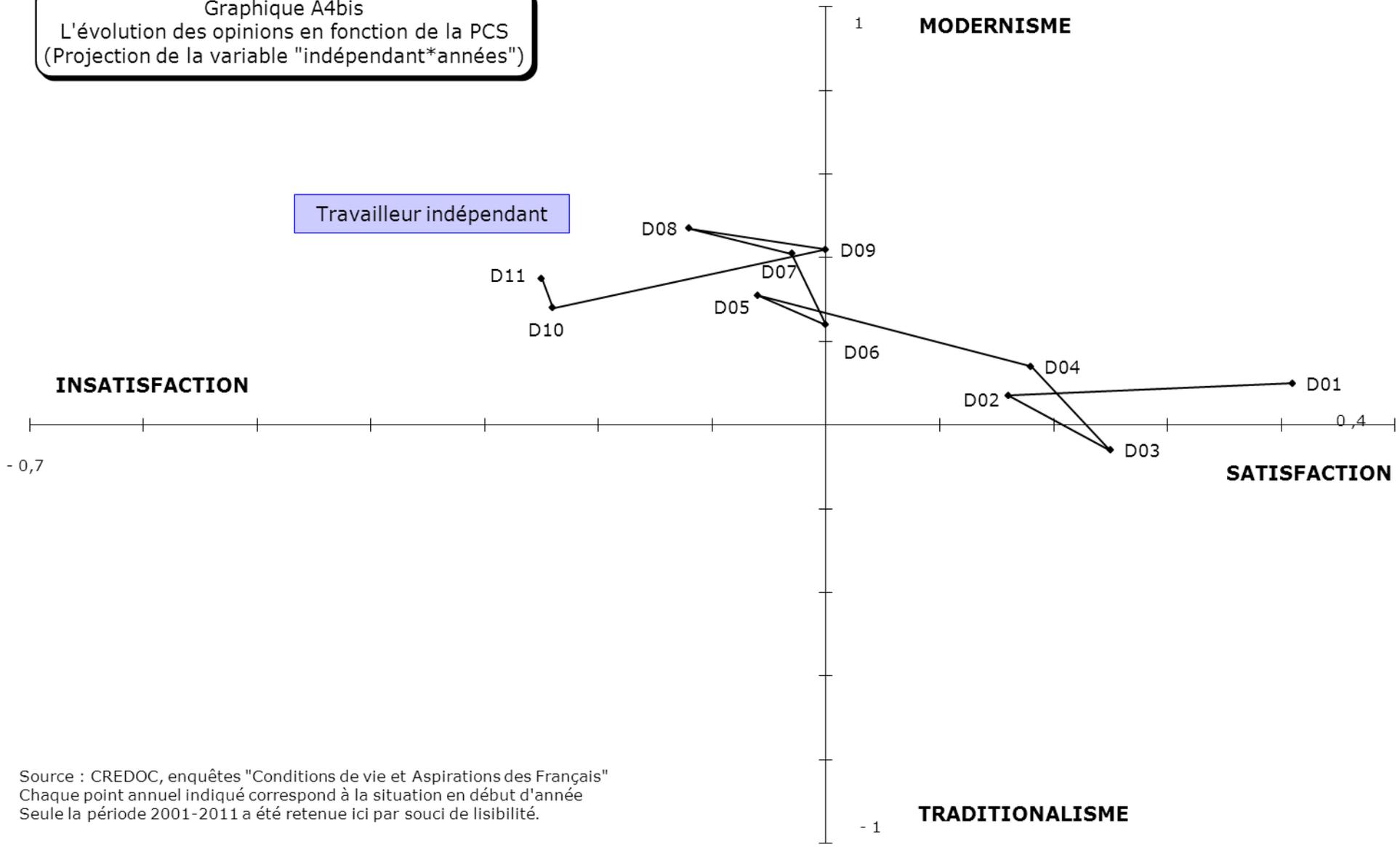
exacerbation des différences : les deux points prennent effectivement des directions diamétralement opposées : les bas revenus s'enfoncent dans la morosité et se replient vers plus de traditionalisme, alors que les titulaires de revenus mensuels supérieurs à 3.100 euros confirment leur positionnement à droite du plan. Pour ce qui les concerne, ils n'ont connu, sur la décennie écoulée, qu'un très bref séjour dans la zone d'insatisfaction, en 2009. Les bas revenus, en revanche, sont confinés depuis dix ans maintenant dans la zone de mécontentement, et l'amélioration attendue se fait cruellement attendre.

- Analyse selon le niveau de diplôme (Graphique A8) : les diplômés du supérieur confirment leur positionnement à droite du plan, les bacheliers pourraient les y rejoindre l'an prochain si la tendance à l'amélioration se confirme. Les non-diplômés sont ceux qui profitent le moins de l'amélioration et, comme les plus âgés, ils perdent une partie du terrain gagné ces dernières années en terme de modernisme en matière de mœurs.
- Analyse selon le statut d'occupation du logement (Graphique A9) : le différentiel lié au statut d'occupation du logement est manifeste. Alors que les locataires baignent dans la morosité, les propriétaires et ceux qui accèdent à la propriété ont, cette année, regagné la zone favorable.

Graphique A4  
L'évolution des opinions en fonction de la PCS  
(Projection de la variable "PCS\*années" hors indépendants)

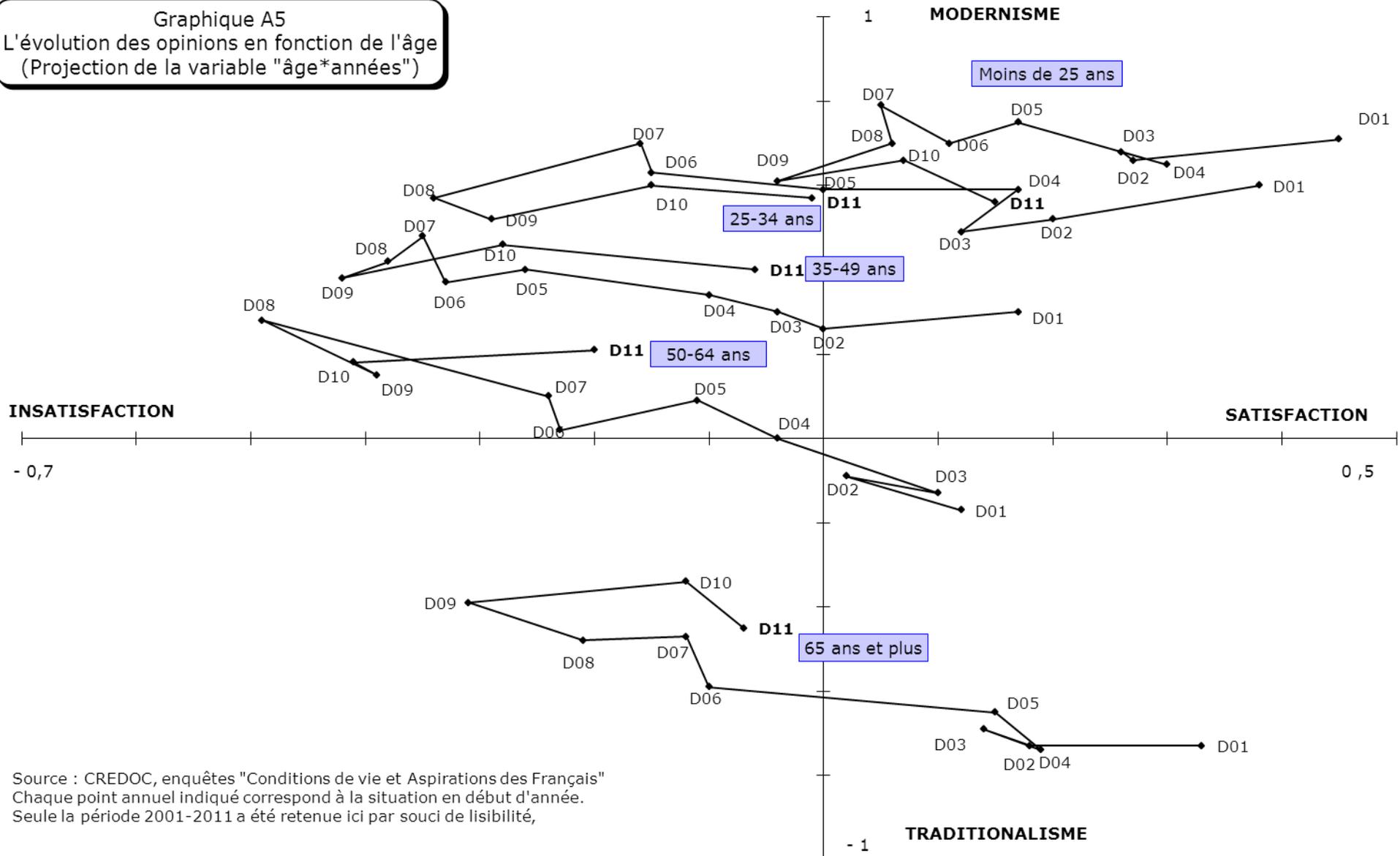


Graphique A4bis  
L'évolution des opinions en fonction de la PCS  
(Projection de la variable "indépendant\*années")



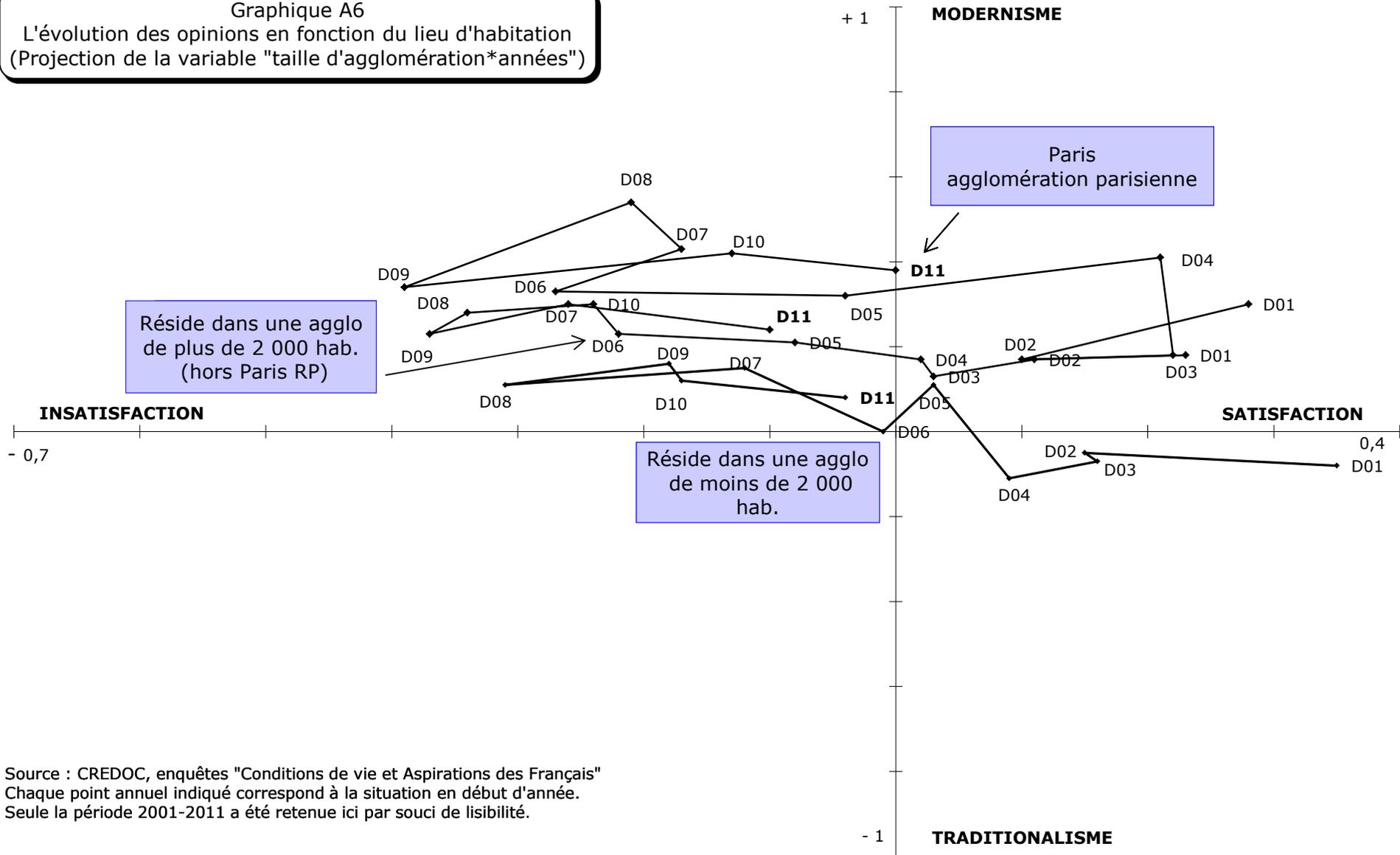
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"  
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année  
Seule la période 2001-2011 a été retenue ici par souci de lisibilité.

**Graphique A5**  
L'évolution des opinions en fonction de l'âge  
(Projection de la variable "âge\*années")



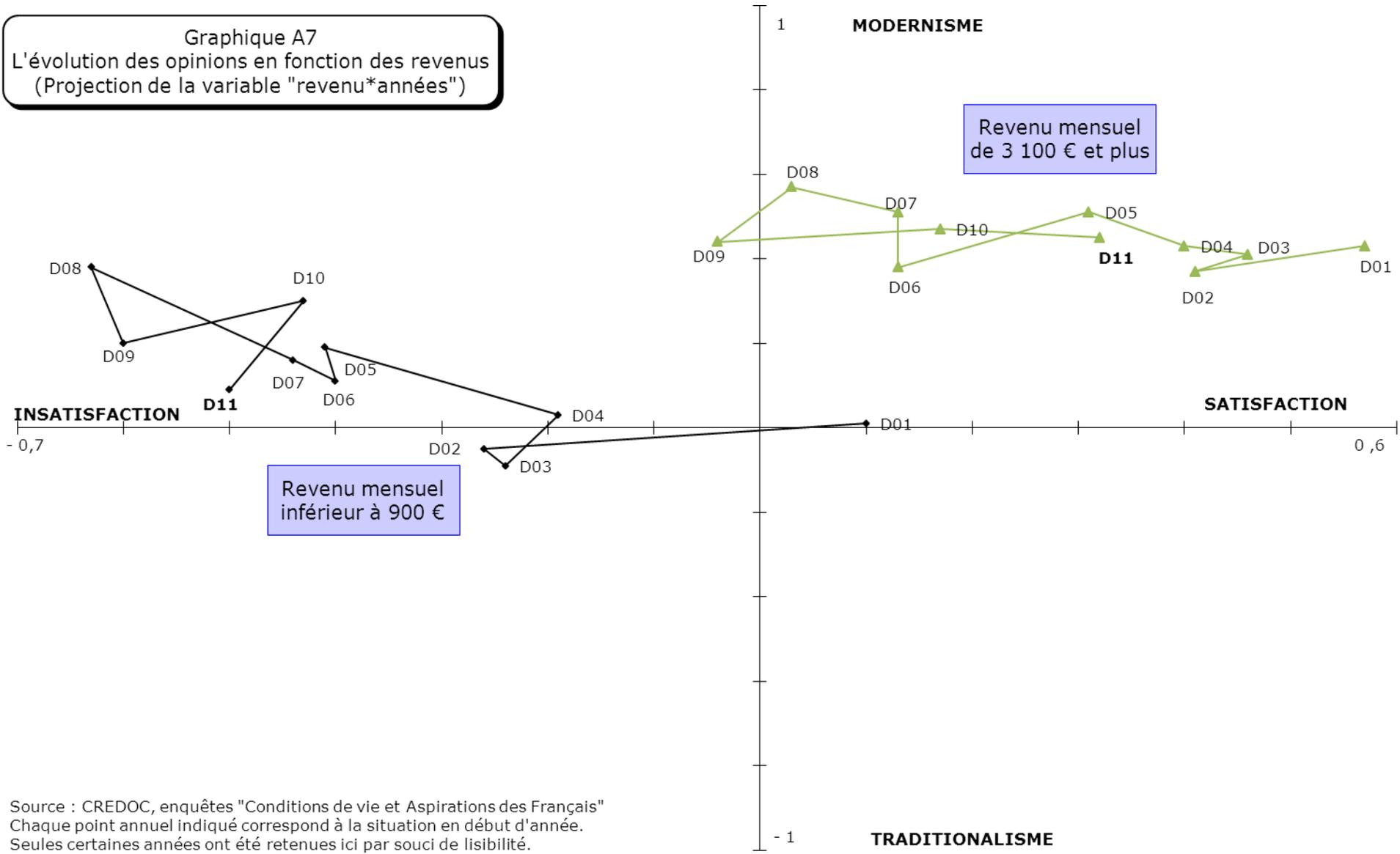
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"  
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.  
Seule la période 2001-2011 a été retenue ici par souci de lisibilité,

**Graphique A6**  
 L'évolution des opinions en fonction du lieu d'habitation  
 (Projection de la variable "taille d'agglomération\*années")



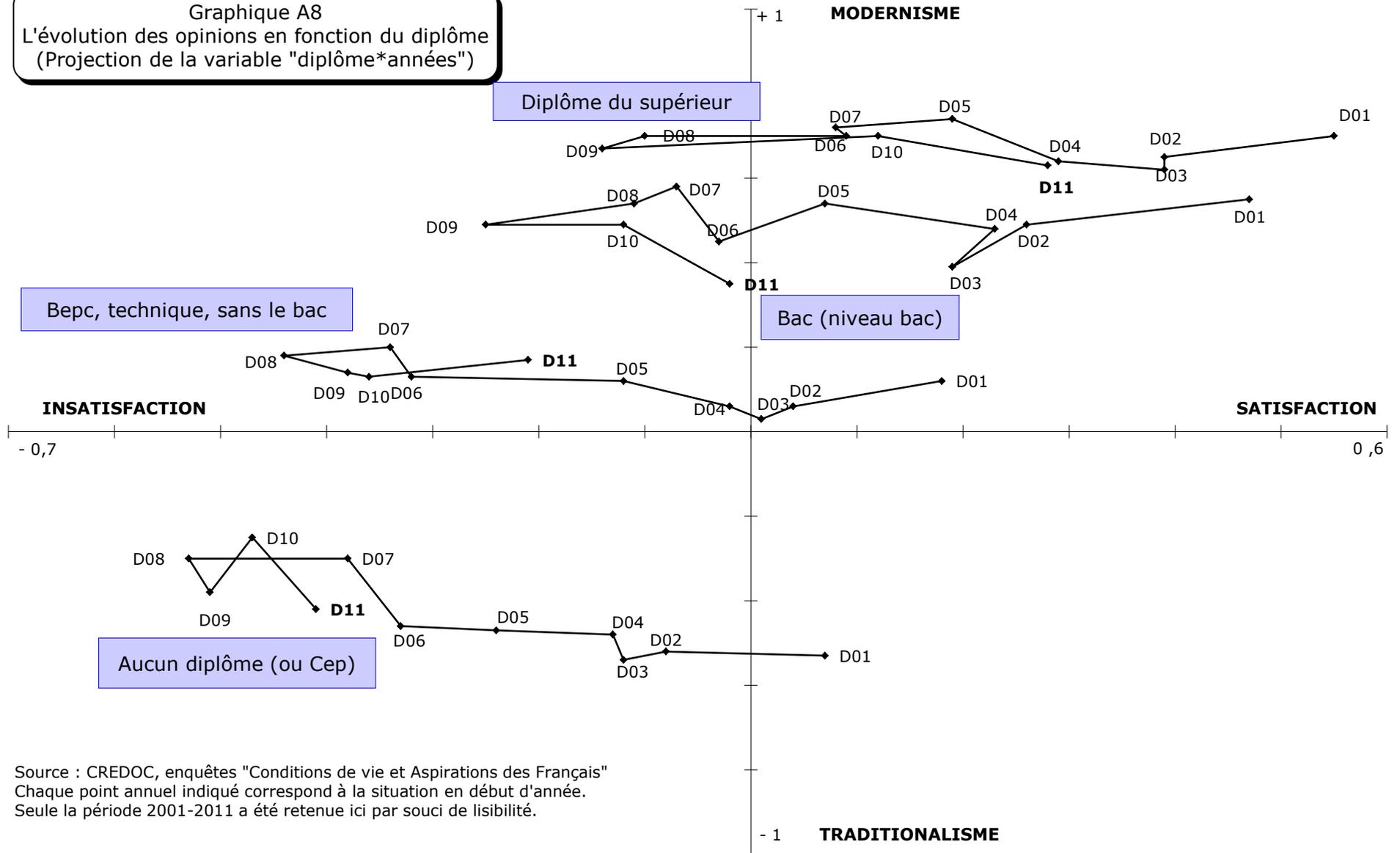
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"  
 Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.  
 Seule la période 2001-2011 a été retenue ici par souci de lisibilité.

**Graphique A7**  
L'évolution des opinions en fonction des revenus  
(Projection de la variable "revenu\*années")



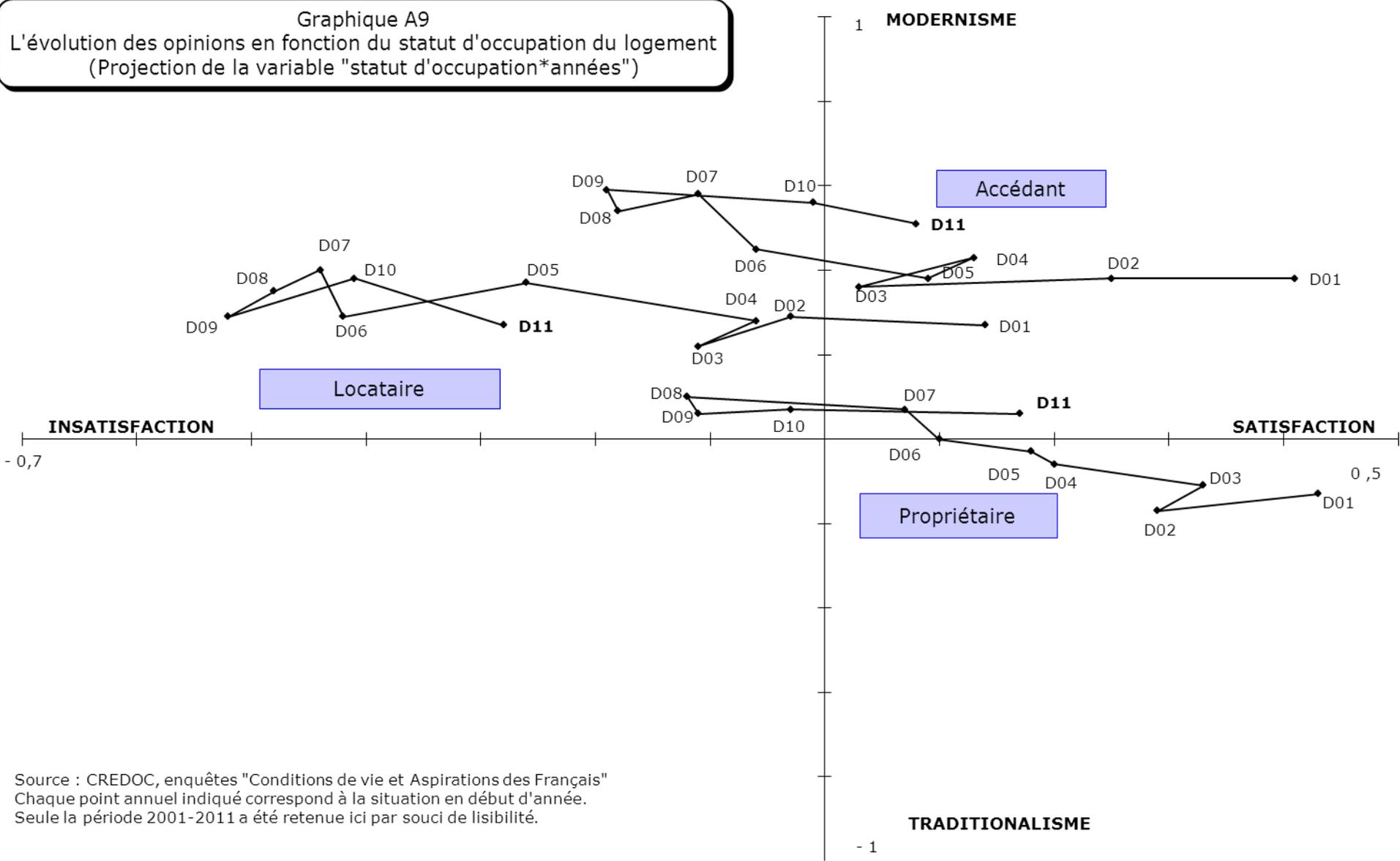
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"  
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.  
Seules certaines années ont été retenues ici par souci de lisibilité.

Graphique A8  
L'évolution des opinions en fonction du diplôme  
(Projection de la variable "diplôme\*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"  
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.  
Seule la période 2001-2011 a été retenue ici par souci de lisibilité.

**Graphique A9**  
 L'évolution des opinions en fonction du statut d'occupation du logement  
 (Projection de la variable "statut d'occupation\*années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"  
 Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.  
 Seule la période 2001-2011 a été retenue ici par souci de lisibilité.

